

COMMERCE EXTÉRIEUR
**Les importations
en hausse
de 6,6%**

P 16

DISCOURS DU GOUVERNEUR DE LA BA
À LA 50^e RÉUNION DU CMFI

Plaidoyer pour une coopération internationale renforcée

Le Gouverneur de la Banque d'Algérie, Salah-Eddine Taleb, a indiqué, dans une déclaration à la cinquantième réunion du Comité monétaire et financier international (CMFI), que le recul de la mondialisation observé ces dernières années suscite de vives préoccupations. P 3



TRANSFORMATION
ÉCONOMIQUE

**L'industrie et
l'économie numérique
comme leviers de
diversification**



L'Algérie, qui affiche de grandes ambitions pour devenir un pays émergent d'ici 2030 et augmenter son PIB à 400 milliards de dollars, doit s'inscrire dans une nouvelle dynamique de diversification économique pour atteindre les objectifs fixés par les pouvoirs publics.

P 2

INVESTISSEMENT TOURISTIQUE
Les priorités fixées

Le tourisme en Algérie connaît un sur-saut appréciable, et les derniers résultats tendent à confirmer cette reprise. Aussi, et dans cette optique, Alger ambitionne d'accueillir 12 millions de visiteurs en 2030 et a simplifié les mesures administratives pour entrer dans le pays, entre autres mesures, pour confirmer la reprise. C'est dans ce but, que le Ministre en charge de ce secteur, Mokhtar Didouche, a devant les membres de l'APN, souligné l'importance de l'investissement pour la promotion du secteur du tourisme.

P 3

HYDROCARBURES
**206 millions TEP de
production en 2025**

La production primaire d'hydrocarbures en Algérie est en voie d'augmenter de 2,5 % d'ici 2025, atteignant ainsi environ 206 millions de tonnes équivalent pétrole. Cette hausse, équivalente à 5 millions TEP, témoigne des efforts déployés pour renforcer les réserves et améliorer les techniques de production dans un secteur vital pour l'économie nationale, comme l'a indiqué Mohamed Arkab, ministre de l'Énergie et des Mines.

P 5

INDUSTRIE DU TEXTILE

**Appel à l'application
des recommandations
des assises nationales** P 2

MINE GARA DJEBILET

**L'unité de traitement
primaire entrera en
production fin 2025** P 5

JOURNÉE NATIONALE DE L'ARBRE

**Programme de
plantation de 22.000
arbustes au niveau
national** P 16

TOUGGOURT

Près de 200 exploitations agricoles raccordées au réseau d'électrification

Plus de 199 exploitations agricoles ont été raccordées au réseau d'électrification agricole, depuis 2021, dans la wilaya de Tougourt, a-t-on appris samedi auprès de la direction locale de la société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz). Retenues dans le cadre des efforts d'électrification des différentes zones agricoles de la wilaya, ces opérations ont permis l'électrification, à la faveur d'un financement de plus de 400 millions DA, des différentes exploitations de la région, y compris les périmètres des cultures stratégiques localisés dans la daïra d'El-Hedjira, a indiqué la chargée de communication à la Sonelgaz, Mounia Bada. Cette année, 99 exploitations ont été raccordées au réseau d'électricité, et les opérations se poursuivent en ce sens, en coordination avec la direction des services agricoles, afin de booster les activités agricoles et diversifier l'investissement agricole dans divers segments culturels dans cette région aux potentialités prometteuses, a-t-elle ajouté. Le wali de Tougourt, Athmane Abdelaziz, a souligné, lors de sa récente visite d'inspection dans la région d'El-Hedjira, la nécessité d'assurer l'accompagnement des agriculteurs et leur accorder les facilitations nécessaires, en vue d'encourager l'investissement agricole. Le chef de l'exécutif a également salué les efforts de la Sonelgaz pour accompagner le secteur agricole, à la faveur des facilités accordées en direction des agriculteurs et des investisseurs, et ce à travers l'annulation de la condition du paiement préalable des frais de raccordement au réseau d'électrification.

TRANSFORMATION ÉCONOMIQUE

L'industrie et l'économie numérique comme leviers de diversification

L'Algérie, qui affiche de grandes ambitions pour devenir un pays émergent d'ici 2030 et augmenter son PIB à 400 milliards de dollars, doit s'inscrire dans une nouvelle dynamique de diversification économique pour atteindre les objectifs fixés par les pouvoirs publics.

Par Z. R.

Un intérêt particulier doit être accordé à certains secteurs, notamment l'industrie et l'économie numérique, considérés comme de véritables leviers de diversification. C'est ce que l'expert en économie, Abderrahmane Hadeef, a affirmé dans une contribution adressée au quotidien «Les Enjeux Eco». «La diversification économique effective repose sur des politiques sectorielles conçues pour atteindre des objectifs bien définis et chiffrés. C'est une approche qui améliore les performances des secteurs concernés en adoptant des mesures permettant une transformation positive des résultats. Ceci peut être réalisé grâce à l'octroi d'avantages spécifiques, tels que des

subventions à l'innovation, l'intégration des technologies avancées, un accès à des mesures particulières en matière de réglementation des changes, et un soutien total ou partiel pour la réalisation d'infrastructures. Pour l'Algérie, deux secteurs sont particulièrement indiqués pour entamer ce processus de diversification : l'industrie et l'économie numérique », précise-t-il. Hadeef a souligné que ces deux secteurs doivent disposer de politiques de développement en raison de leurs effets de levier sur l'ensemble des autres secteurs économiques, y compris sur l'appareil administratif. À cet égard, il devient urgent et impératif d'élaborer des stratégies ambitieuses pour le développement de ces deux secteurs à moyen terme, c'est-à-dire 2025-

2029. Les objectifs assignés en termes de performances seront, précise-t-il, une contribution de 12 % au PIB pour l'industrie et de 5 % pour l'économie numérique, sachant que la moyenne mondiale pour ce dernier secteur est d'environ 15 %. Cela requiert, indique-t-il, «un effort considérable en investissements et en capacités de production, d'où l'importance d'un pacte global entre toutes les parties prenantes (Gouvernement, syndicats, communauté d'affaires et même citoyens) ». Et d'ajouter : «Cela nous amène à un changement de paradigme en matière de gouvernance, où seules les logiques de marché et de compétitivité doivent prévaloir. Il est temps de sortir du narratif des potentialités et d'adopter un état d'esprit axé sur la performance et la productivité».

INDUSTRIE DU TEXTILE

Appel à l'application des recommandations des assises nationales

Par M. A.

Les assises nationales pour le développement du secteur textile et cuir ont rassemblé plusieurs ministères et professionnels, mettant en lumière des stratégies pertinentes et des pistes d'action concrètes. Selon Benyoucef Zenati, secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs du textile et du cuir, les recommandations formulées lors de ces assises sont essentielles pour surmonter les défis actuels et relancer une industrie vitale

pour l'économie nationale. Il a exprimé l'urgence de leur application. Dans ce cadre, Zenati, s'exprimant à la radio nationale, a souligné l'importance de valoriser le produit national, en particulier à travers des initiatives marketing. Face à une concurrence déloyale persistante, il est crucial de mettre en avant les produits locaux pour leur donner la visibilité qu'ils méritent. Cependant, cette valorisation ne peut se réaliser sans surmonter les problèmes de commercialisation qui freinent l'accès des produits algériens au marché. Zenati appelle

donc à la mise en place de mécanismes efficaces pour renforcer la présence des produits locaux, garantissant ainsi une meilleure compétitivité. En parallèle, il insiste sur la nécessité d'une organisation plus forte au sein du secteur privé. Les entrepreneurs doivent unir leurs efforts, partager une vision commune et collaborer pour résoudre les difficultés rencontrées. C'est seulement en s'associant et en travaillant ensemble qu'ils pourront espérer faire face aux défis de l'industrie.

Un point central de son intervention concerne la production locale de matières premières. Pour atteindre un taux d'intégration de 95 à 100 %, il est impératif de cultiver le coton et de produire de la fibre synthétique en Algérie. Cela non seulement réduirait les importations, mais renforcerait également la compétitivité des produits textiles algériens sur le marché. Zenati appelle également les pouvoirs publics à prendre des mesures incitatives pour encourager la culture du coton, en s'inspirant de projets réussis dans le pays. Sa

conviction est que ces initiatives, qui semblent à la fois réalisables et peu coûteuses, doivent bénéficier d'une volonté politique forte pour être concrétisées. Ainsi, la vision de Zenati pour l'industrie du textile repose sur une mobilisation collective et une action concertée. En appliquant les recommandations des assises nationales, en valorisant les produits locaux et en soutenant la production de matières premières, l'Algérie peut renforcer sa position sur le marché textile.

USINE KNAUF ALGÉRIE

Sept millions de plaques de plâtre exportées vers l'Afrique

L'usine Knauf Algérie, implantée dans la commune de Benfreha (Oran) a exporté, depuis début 2024, sept (7) millions de plaques de plâtre, a révélé jeudi le responsable commercial de la zone Ouest de l'entreprise, Djalal Houari. "Les 7 millions d'unités de ce matériau de construction ont été exportées vers la Mauritanie, la Libye et la République centrafricaine par voies terrestre et maritime, à partir du port d'Arzew, et ce dans le cadre de l'accompagnement de l'Etat pour promouvoir les exportations hors hydrocarbures, dont bénéficie l'en-

treprise", a indiqué, à l'APS, M. Houari, en marge de la 21e édition du Salon international du foncier, de la construction, de l'habitat, des travaux publics et de la céramique "Batiwest 2024", qui se poursuit au Centre des conventions Mohamed Benahmed d'Oran. L'usine Knauf Algérie ambitionne, cette année, de procéder à d'autres opérations d'exportation de plaques de plâtre, avec tous ses accessoires, vers des pays africains ainsi qu'à accéder à d'autres marchés, a souligné le responsable. Il a fait savoir, dans ce contexte, que Knauf Algérie produit annuellement

plus de 35 millions de plaques de plâtre et 600.000 tonnes de plâtre, outre des panneaux métalliques utilisés dans la construction. En outre, l'usine assure, chaque année, des stages de formation au profit de quelque 2.000 architectes et artisans de différentes régions du pays, désirant perfectionner leurs connaissances pour la réalisation de systèmes de construction innovants, au niveau de trois centres implantés à Oran, Sétif et Alger, ainsi que des sessions de formation itinérante, à travers une caravane qui sillonne les 58 wilayas en vue de soutenir les profes-

sionnels du secteur. Par ailleurs, Knauf Algérie a proposé sur le marché, cette année, deux nouveaux produits qui étaient auparavant importés d'Europe, à savoir la plaque Guardex, un matériau hautement isolant et l'enduit Filler-Pro développé avec l'appui des équipes de recherche de l'usine, dans le but de répondre aux besoins du marché local en la matière, a encore fait savoir le directeur commercial de la région Ouest de Knauf Algérie. Près de 120 exposants, nationaux et étrangers prennent part à la 21e édition du Salon "Batiwest 2024".

R E.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social

03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

DISCOURS DU GOUVERNEMENT DE LA BA À LA 50E RÉUNION DU CMFI

Plaidoyer pour une coopération internationale renforcée

Le Gouverneur de la Banque d'Algérie, Salah-Eddine Taleb, a indiqué, dans une déclaration à la cinquantième réunion du Comité monétaire et financier international (CMFI), que le recul de la mondialisation observé ces dernières années suscite de vives préoccupations.

Par Zahir R

Affirmant que des signes de fragilisation de l'intégration économique mondiale étaient déjà perceptibles avant la pandémie, ainsi que les récentes crises économiques et géopolitiques, l'orateur a souligné que la fragmentation géoéconomique croissante, la formation de blocs commerciaux alignés sur des cliques politiques, la montée du protectionnisme, et le repli des politiques industrielles sur elles-mêmes menacent d'anéantir les gains de bien-être accumulés au cours des dernières décennies. «Ces évolutions perturbent les échanges commerciaux et financiers, en augmentent les coûts et entravent la transmission des connaissances et des technologies, créant ainsi une situation perdant-perdant. Bien que le point de bascule ne soit peut-être pas encore atteint, nous nous en rapprochons rapidement», dit-il dans son discours prononcé au nom de l'Algérie, du Ghana, de la République islamique d'Iran, de la Libye, du Maroc, du Pakistan et de la Tunisie. En effet, seule une coopération internationale renforcée, un engagement renouvelé en faveur du multilatéralisme et des efforts soutenus de la part de toutes les parties permettront de ralentir, voire de renverser ce processus. «Notre circonscription demeure résolue à collaborer étroitement avec l'ensemble des membres dans cet effort, au service de l'intérêt commun. Nous demeurons fermement attachés à un FMI financièrement solide et doté de ressources adéquates, occupant une place centrale dans le filet de sécurité financier mondial. Le FMI doit continuer d'être une institution essentiellement fi-

nancée par les quotes-parts de ses membres, et nous sommes résolus à obtenir, dans les délais impartis, l'approbation nécessaire pour une augmentation des quotes-parts dans le cadre de la 16e révision générale. Il est essentiel que le FMI demeure une institution représentative, s'engageant à traiter équitablement l'ensemble de ses membres, quel que soit le domaine ou la dimension abordée», suggère le Gouverneur de la BA, en saluant la création d'une troisième présidence pour l'Afrique subsaharienne, qui reconnaît l'importance accrue de la voix de cette région au sein du conseil d'administration du FMI.

Des réformes structurelles ambitieuses sont indispensables

En outre, l'intervenant a exprimé l'espoir que d'ici notre prochaine réunion en avril, les incertitudes qui pèsent sur l'économie mondiale auront diminué, « nous permettant d'envisager une période durable de stabilité économique et sociale à l'échelle mondiale». À moyen terme, les perspectives de croissance demeurent modestes dans de nombreuses économies avancées et émergentes, dont certaines font face à un endettement élevé. Dans ce contexte, estime-t-il, des réformes structurelles ambitieuses sont indispensables pour relancer la productivité et accroître le potentiel de croissance dans la plupart des pays, en complément des efforts d'assainissement budgétaire qui traitent la viabilité de la dette de manière spécifique à chaque nation. En parallèle, « les politiques budgétaires devront prioriser la protection sociale ainsi que la réduction des inégalités de revenus et de

genre, au regard de la reprise inégale post-crise, qui a exacerbé les disparités tant entre les pays qu'au sein de ceux-ci». Bien que les perspectives globales offrent des signes encourageants, des motifs d'inquiétude majeurs demeurent, l'équilibre des risques pour l'économie mondiale ayant basculé vers la baisse depuis la dernière réunion du CMFI. En effet, les risques régionaux découlant de l'escalade rapide de la guerre d'Israël contre la Palestine et le Liban atteignent un niveau sans précédent depuis plusieurs décennies. À ces risques s'ajoutent la persistance de la guerre en Europe, la fragmentation géoéconomique et géopolitique, la multiplication des chocs climatiques majeurs et la persistance de conditions financières mondiales tendues. Chacun de ces éléments, ou une combinaison de ceux-ci, pourrait compromettre les perspectives économiques de la région et au-delà. Les facteurs susceptibles d'améliorer la situation demeurent rares. Une cessation immédiate de toutes les hostilités et l'établissement d'une paix durable en Europe et au Moyen-Orient constituent la première pierre pour une prospérité mondiale et une stabilité économique et sociale durables. « Dans ce contexte mondial incertain et soumis à de multiples chocs, la situation de nombreux pays à faible revenu et économiquement vulnérables demeure préoccupante. Confrontés à des défis tels que l'insécurité alimentaire, la pauvreté, les catastrophes climatiques et de graves problématiques de développement, ces pays subissent des niveaux d'endettement élevés et des coûts de service de la dette contraignants», souligne-t-il. De plus, la diminution rapide des aides

extérieures et des prêts concessionnels de sources traditionnelles freine significativement leurs avancées vers la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) d'ici 2030. À mi-parcours de la décennie, les ODD échappent déjà à la portée de bon nombre de ces pays, malgré leurs efforts budgétaires et les réformes structurelles engagées. Représentant directement et indirectement les chocs mondiaux et les contraintes de financement, «il est probable que la décennie des années 2020 devienne une décennie perdue pour les ODD». Cependant, il est essentiel que les bailleurs bilatéraux et les institutions financières internationales (IFI), y compris le Fonds, maintiennent l'engagement sur ces enjeux et contribuent à poser les fondations pour la prochaine génération d'ODD. En ce sens, « nous saluons l'initiative du FMI de renforcer les efforts internationaux en vue de remédier aux pénuries de liquidités et de garantir le financement des dépenses liées aux ODD. L'approche tripartite, proposée conjointement par le FMI et la Banque mondiale, qui intègre les réformes structurelles, la mobilisation des ressources nationales, le traitement de la dette, ainsi qu'un soutien financier adéquat des IFI et des partenaires de développement, est particulièrement bienvenue. De plus, les mesures visant à encourager les investissements directs étrangers et d'autres flux de capitaux privés non générateurs de dette constituent un élément essentiel de cette stratégie, car c'est bien la combinaison de ces leviers qui assurera la réussite des efforts de développement.

SAISON ESTIVALE 2024

Didouche dresse le bilan de son ministère

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, M. Mokhtar Didouche a présenté, samedi à Alger, le bilan de la saison estivale de l'année 2024, lors duquel il a rappelé l'importance majeure accordée par les pouvoirs publics au secteur du Tourisme en vue de contribuer au développement. «Le nombre des plages autorisées à la baignade dans les 14 wilayas côtières a connu, cette année, une hausse, avec l'ouverture de 445 plages aménagées pour un confort maximal aux estivants», a-t-il précisé. La saison estivale «est l'une des principales périodes de l'année marquée par une importante dynamique touristique et une grande affluence des enfants de la communauté nationale établie à l'étranger et des familles algériennes vers les wilayas côtières». Cette activité touristique «contribue à la relance du développement local et à la création de plusieurs emplois saisonniers notamment au profit des jeunes», a fait savoir le ministre, ajoutant que cette année a vu «une hausse de la demande sur les établissements touristiques et hôteliers des wilayas côtières». Pour sa part, le directeur général du Tourisme, M. Djamel Alili, a qualifié la saison estivale 2024 de «positive», au regard du grand flux des estivants sur les wilayas côtières. Cette saison estivale est réussie grâce «aux opérations d'aménagement qualitatives menées dans les plages», a-t-il affirmé, appelant à «renforcer les plans d'aménagement des plages et à remédier aux insuffisances enregistrées».

R.E.

INVESTISSEMENT TOURISTIQUE

Les priorités fixées

Par Réda Hadi

Le tourisme en Algérie connaît un sursaut appréciable, et les derniers résultats tendent à confirmer cette reprise. Aussi, et dans cette optique, Alger ambitionne d'accueillir 12 millions de visiteurs en 2030 et a simplifié les mesures administratives pour entrer dans le pays, entre autres mesures, pour confirmer la reprise. C'est dans ce but, que le Ministre en charge de ce secteur, Mokhtar Didouche, a devant les membres de l'APN, souligne l'importance de l'investissement pour la promotion du secteur du tourisme. En effet, le parc hôtelier national a atteint 1.650 établissements hôteliers, fournissant un total de 152.000 lits, mais nécessitant son renforcement et sa diversification pour atteindre, à l'horizon 2030, une capacité d'accueil de 300.000 lits. Aussi, dans ce contexte, plus de 2.200 projets d'investissements touristiques ont été approuvés, dont 800 projets pouvant fournir 90.000 lits et créer 45.000 emplois. En somme, le secteur dispose d'un parc immobilier dans 249 zones d'expansion touristique classées,

et, 74 schémas d'aménagement touristique, permettant la mise à disposition d'environ 1.400 assiettes foncières. C'est dans ce contexte, Didouche, tout en soulignant l'importance des investissements, a précisé que seront prioritaires, les wilayas jouissant d'atouts leur permettant de s'ériger en destinations touristiques par excellence. C'est donc des investissements ciblés, que le Ministère du tourisme veut privilégier, et dans ses réponses aux députés, a évoqué le soutien à l'investissement touristique à Alger, Ghardaïa, Mostaganem, M'Sila et Oran, soulignant que son secteur œuvrait à développer les différents types du tourisme, notamment le tourisme balnéaire, saharien, thermal et écologique, à travers la prise en charge et l'aménagement des zones d'expansion touristique (ZET) au profit des investisseurs. Celui-ci a cité en exemple, la wilaya de Ghardaïa qui recèle des potentialités touristiques diverses et dispose de quatre ZET s'étendant sur 277 hectares. Concernant les autres wilayas, il a mis l'accent sur la nécessité d'élargir les projets touristiques, de remédier aux insuffisances enregistrées en matière de

structures d'hébergement et de baisser les prix. Quant à la réhabilitation des Kseurs et des Houches situés dans les zones agricoles de la wilaya d'Alger, M. Didouche a affirmé que son secteur, en coordination avec le secteur de l'Agriculture, œuvre à la réhabilitation de ces derniers et à leur introduction au programme du secteur afin de promouvoir l'écotourisme. En bref, le Tourisme se redéploie à travers ses investissements ciblés, pour plus d'efficacité et de professionnalisme. C'est effectivement l'option de promouvoir un certain tourisme apte à plus valeur ajoutée qui a été choisie, et surtout dans un cadre éco-environnemental adéquat, pour éviter le surtourisme. La réputation de notre pays, si elle reste encore méconnue, n'en demeure pas moins solide, et beaucoup n'hésitent pas à dire, que notre pays recèle, des mers bleues turquoise aux plages magnifiques, des villes à l'architecture remarquable, chargées d'histoire, d'immenses déserts, de hautes montagnes. Mais que par-dessus tout, les gens sont gentils, et très abordable. Ce qui est un formidable atout marketing.

PÉTROLE

Le Brent progresse

Les cours du pétrole ont avancé vendredi, entraînés par les risques d'escalades au Moyen-Orient, sur fond d'incertitudes liées à l'élection présidentielle américaine. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en décembre, a pris 2,25%, à 76,05 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, a gagné 2,27%, à 71,78 dollars. "Le marché est ENtrain de rebondir en partie à cause des inquiétudes concernant ce qu'il va se passer pendant le week-end" au Moyen-Orient, a commenté auprès de médias Phil Flynn, de Price Futures Group. Parallèlement, les cours de l'or noir sont poussés par la proximité du scrutin présidentiel américain, et par les incertitudes qui l'entourent, selon les analystes. "Le marché ne sait pas s'il va continuer sur la même lancée ou s'il va être frappé par une nouvelle série de réglementations", a noté M Flynn, ce qui cause "beaucoup de nervosité".

BOUGHALI A RENCONTRÉ LES RESPONSABLES DU GROUPE EN CORÉE DU SUD

Hyundai plantera une usine en Algérie en 2025

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahim Boughali, a achevé sa visite officielle en Corée du Sud, effectuée à l'invitation de son homologue, le président de l'Assemblée nationale de Corée du Sud, M. Woo Won-shik, a indiqué, vendredi, un communiqué de la chambre basse du Parlement. Au troisième et dernier jour de sa visite, le président de l'APN a visité les Groupes "Hyundai" et "LG", ainsi que le Musée national de Corée. Au niveau du groupe "Hyundai", M. Boughali a suivi les différentes étapes de fabrication et visité plusieurs départements importants, notamment celui des véhicules du futur équipés de technologies hydrogène et électronique, précise la même source. Lors d'une rencontre avec les responsables du Groupe Hyundai, en présence de la délégation l'accompagnant ainsi que de l'ambassadeur d'Algérie en Corée, M. Boughali a salué "l'évolution de l'activité du Groupe, citant notamment les préparatifs du Groupe pour implanter une usine en Algérie en 2025", indique le communiqué. Selon les estimations des responsables, le réseau de montage des véhicules Hyundai à travers le monde "devrait atteindre 15 usines, avec une capacité de production prévue de 1,5 million de véhicules en Corée, et 3 millions de véhicules dans les usines de production à l'étranger". Dans ce cadre, ajoute la même source, le président de l'APN s'est dit "convaincu que l'usine de Hyundai en Algérie pourrait augmenter les taux de production pour répondre à la demande croissante pour cette

marque", ce qui permettrait à l'avenir d'exporter vers l'Afrique". Le président de l'APN a rappelé les avantages contenus dans la loi sur l'investissement, mettant en avant "l'amélioration du climat des affaires en Algérie ainsi que le rôle des startups dans le développement du tissu de sous-traitance, contribuant ainsi à accroître le taux d'intégration dans la fabrication locale". Au centre de recherche et de développement du groupe "LG", précisément au niveau de la "galerie de l'innovation", M. Boughali s'est enquis des produits de robots de troisième

génération exploités pour les services hôteliers, de restauration, et domestiques. Il a également inspecté les pièces détachées pour véhicules électroniques, tels que les tableaux de commande, les batteries et les dispositifs de recharge fabriqués par l'intelligence artificielle. Il a également écouté des explications concernant l'extension de l'activité du centre scientifique du groupe "LG" pour inclure d'autres domaines, à l'instar de la fabrication des médicaments et des technologies agricoles.

ALGÉRIE TÉLÉCOM-APRUE

Signature d'un protocole d'accord visant à promouvoir l'efficacité énergétique

Un protocole d'accord visant à promouvoir l'efficacité énergétique et à lutter contre le gaspillage énergétique a été signé par Algérie Télécom (AT) et l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE), indique vendredi un communiqué d'AT. L'accord qui a été signé jeudi au siège d'AT en présence du Président-directeur général d'Algérie Télécom, M. Adel Bentoumi, et du directeur général de l'APRUE, M. Merouane Chabane, "s'inscrit dans le cadre du Programme national de maîtrise de l'énergie (PNME), mis en œuvre et suivi par l'APRUE, et visant promouvoir l'effica-

cité énergétique ainsi qu'à lutter contre le gaspillage énergétique", précise la même source. L'accord a également pour objectif de "renforcer les actions communes en faveur de la rationalisation de l'utilisation de l'énergie, tout en définissant un cadre de référence pour la réalisation d'audits énergétiques, la formation et la sensibilisation des parties prenantes et l'adoption de principes d'efficacité énergétique", ajoute le communiqué, soulignant que dans cette optique, "AT s'engage à déployer des actions de sensibilisation et de formation à destination de ses employés, dans le cadre de campagnes visant à encourager les éco-

nomies d'énergie et la réduction du gaspillage". La même source précise en outre que "ces actions seront menées conformément aux standards internationaux en matière de maîtrise énergétique". "En tant qu'acteur majeur du secteur des télécommunications en Algérie, AT ambitionne, à travers cet accord, de contribuer activement à l'effort national de maîtrise de l'énergie", note le communiqué, relevant que "l'entreprise vise non seulement à réduire son empreinte énergétique, mais aussi à adopter une approche plus durable dans l'ensemble de ses opérations, participant ainsi au développement économique du pays".

ONU

Les émissions annuelles de gaz à effet de serre atteignent un niveau record

Un nouveau rapport de l'ONU a averti que les émissions annuelles de gaz à effet de serre ont atteint un niveau record et que des mesures urgentes doivent être prises pour empêcher une augmentation catastrophique des températures et éviter les pires effets du changement climatique. "Les pays doivent commencer à réduire leurs émissions immédiatement", selon le rapport sur les écarts d'émissions 2024 publié jeudi par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). "Nous sommes entrés dans une phase critique de la crise climatique", a déclaré la directrice exécutive du programme, Inger Andersen. "Nous avons besoin d'une mobilisation mondiale d'une ampleur et d'un rythme sans précédent, dès maintenant, avant la prochaine série d'engagements climatiques", a-t-elle ajouté. Andersen a également averti que si cela ne se réalisait pas, l'objectif de limiter l'augmentation de la température mondiale à 1,5 degré Celsius maximum, stipulé dans l'Accord de Paris sur le changement climatique, "disparaîtra bientôt". Selon le rapport, "l'objectif de 1,5 C disparaîtra d'ici quelques années à moins que les pays ne s'engagent collectivement à réduire de 42% leurs émissions annuelles de gaz à effet de serre d'ici 2030 et de 57 % d'ici 2035".

Dernière composition de DZAIINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	425,00	NC	0,00	3,16	-0,88	8,20	7,06	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 290,00	NC	0,00	1,92	-1,03	6,87	7,86	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 280,00	NC	0,00	0,02	-0,38	11,99	5,48	0	0,00
EGH EL AURASSI	AUR	405,00	NC	0,00	0,00	-4,84	5,12	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-15,80	2,03	-	0	0,00

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTERE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 23 اكتوبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 23 octobre 2024

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة			المنتجات
Produits	DA / Kg	متوسط	أعلى	أدنى	
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	87	104	70	البطاطا
	Tomate	119	139	100	الطماطم
	Oignon sec	49	56	43	البصل الجاف
	Ail sec	422	484	361	الثوم الجاف
	Carotte	82	91	72	الجزر
	Navet	104	116	93	لفت
	Poivron	126	143	109	الفلفل الاخضر
	Piment	142	161	123	الفلفل الحار
	Courgette	153	167	139	الكوسة
	Haricot vert	193	217	169	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	120	134	106	الخس
Fruits frais	Pomme locale	354	467	241	التفاح المحلي
	Datte	483	617	350	التمر
	Melon	103	115	91	البطيخ الاصفر
	Pastèque	83	90	77	البطيخ الاحمر
	Poire	390	477	303	الاجاص
	Raisin	200	246	153	العنب
Produits d'origine animale	Banane	377	391	363	الموز
	Viande bovine locale	1770	1908	1633	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	439	452	426	الدجاج
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	94	99	89	حليب البقر (لتر)
					المنتجات ذات الأصل الحيواني

HYDROCARBURES

206 millions TEP de production en 2025

La production primaire d'hydrocarbures en Algérie est en voie d'augmenter de 2,5 % d'ici 2025, atteignant ainsi environ 206 millions de tonnes équivalent pétrole. Cette hausse, équivalente à 5 millions TEP, témoigne des efforts déployés pour renforcer les réserves et améliorer les techniques de production dans un secteur vital pour l'économie nationale, comme l'a indiqué Mohamed Arkab, ministre de l'Énergie et des Mines.

Par Mourad A.

S'exprimant lors d'une séance devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) dans le cadre de l'examen du projet de loi de finances PLF 2025, Arkab a souligné que la récente promulgation de la nouvelle loi sur les hydrocarbures a ouvert la voie à des négociations fructueuses avec des entreprises internationales renommées telles qu'Eni, TotalEnergies et Sinopec. Cette évolution illustre la volonté du pays d'attirer des investissements étrangers, essentiels pour dynamiser le secteur. En ce sens, l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft) a lancé un appel d'offres international portant sur plusieurs périmètres d'exploration, stimulant ainsi l'activité dans des régions stratégiques. Les résultats financiers parlent d'eux-mêmes : les recettes des hydrocarbures

ont dépassé 34 milliards de dollars au cours des neuf premiers mois de 2024. Ces chiffres mettent en lumière l'importance cruciale du secteur pour l'économie algérienne, avec les taxes pétrolières représentant 86 % des prévisions fiscales. Bien que la production commercialisée d'hydrocarbures ait stagné à 126 millions TEP, Sonatrach a réalisé 15 nouvelles découvertes, illustrant la résilience de l'industrie face aux défis persistants. Parallèlement, la consommation nationale d'énergie a enregistré une augmentation de 5 %, atteignant 55 millions TEP, ce qui requiert un développement accru des capacités de production électrique. À cet égard, Sonelgaz a porté sa capacité de production à environ 26 000 mégawatts, avec une production totale de 74 000 MWh, également en hausse de 5 % par rapport à l'année précédente. Les efforts pour raccorder les foyers à l'électricité et au gaz naturel se poursuivent,

avec plus de 162 000 foyers raccordés à l'électricité et environ 550 000 au gaz depuis 2020. Ces initiatives ont permis d'atteindre un taux de raccordement de 99 % pour l'électricité et de 70 % pour le gaz. De plus, des projets d'infrastructure ambitieux sont en cours, notamment le raccordement des wilayas du Grand Sud au réseau électrique national, grâce à la création de lignes à haute tension, dont l'achèvement est prévu d'ici 2028. Ces efforts s'accompagnent d'une réduction significative des pertes énergétiques dans les réseaux de transport et de distribution, passant de près de 15 % en 2016 à 8 % aujourd'hui. Ainsi, cette dynamique met en lumière la volonté du gouvernement algérien de moderniser le secteur énergétique pour répondre aux besoins croissants tout en attirant des investissements étrangers, positionnant le pays comme un acteur clé dans le domaine énergétique.

AFRIQUE DU NORD

La production de ENI en hausse de 4,5%

Par M. A.

Au troisième trimestre de 2024, la société Eni a enregistré une augmentation notable de sa production de pétrole et de gaz en Afrique du Nord, avec un accroissement de 4,5 % pour atteindre 299 000 barils équivalents par jour, en comparaison avec 286 000 barils pour la même période en 2023. Cette performance s'inscrit dans un contexte où la production en Égypte a connu une baisse de 11 % sur un an, comme l'a indiqué la plateforme spécialisée « Attaqa.net ». L'Algérie, en particulier, se démarque comme un acteur clé dans ce paysage énergétique. En effet, l'augmentation de la produc-

tion d'Eni en Algérie reflète l'engagement continu de la compagnie italienne envers ses opérations dans le pays. Les investissements en exploration et en production se sont concentrés sur des projets majeurs, témoignant de l'importance stratégique de l'Algérie dans le portefeuille d'Eni. Les dépenses d'investissement d'Eni ont atteint environ 7 millions de dollars pour le troisième trimestre, représentant une diminution par rapport à l'année précédente, mais restant orientées vers les activités en Algérie et en Libye. Avec une production prévue pour l'année 2024 d'environ 1,70 million de barils par jour, Eni continue de miser sur le potentiel de l'Algérie pour soutenir sa croissance.

Dans un climat où la production en Égypte souffre, l'Algérie se positionne comme un pilier de stabilité, permettant à Eni de renforcer sa présence en Afrique du Nord. La résilience et le développement des projets énergétiques en Algérie sont des indicateurs prometteurs pour l'avenir, à mesure que la région cherche à diversifier ses sources d'approvisionnement énergétique. Au-delà de l'Algérie, le rapport « Attaqa.net » souligne également des dynamiques intéressantes dans la région. En Égypte, la production de pétrole et de gaz d'Eni a chuté de 11 % sur un an, atteignant 277 000 barils équivalents par jour au troisième trimestre, tandis que les activités de forage

dans le champ de « Zohr » reprennent, suite à un accord financier avec le gouvernement égyptien. Cette reprise pourrait marquer un tournant pour la production égyptienne, qui a souffert d'une baisse significative. En Libye, la production a également été affectée, mais la collaboration avec Eni reste cruciale pour soutenir l'activité dans ce pays riche en ressources. En somme, tandis que l'Algérie s'affirme comme un pilier de croissance, la situation en Égypte et en Libye montre à quel point la région est interconnectée, les défis et les opportunités se chevauchant à travers les frontières.

RÉALISATION DE STATIONS DE DESSALEMENT DE L'EAU DE MER

Sonatrach réceptionne une nouvelle cargaison d'équipements

Le groupe Sonatrach a réceptionné, vendredi, une nouvelle cargaison d'équipements destinés à la réalisation de stations de dessalement de l'eau de mer, à bord du plus grand avion cargo du monde, a indiqué un communiqué du groupe. "En concrétisation du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer la sécurité hydrique en Algérie, à travers le dessalement de l'eau de mer au titre du programme national complémentaire pour la réalisation de cinq grandes stations de dessalement de l'eau de mer d'une capacité globale de 1,5 million m3/jour, le groupe Sonatrach a procédé via ses filiales et en application des orientations du PDG du groupe, Rachid Hachichi, au lancement d'un nouveau pont aérien pour transporter les équipe-

ments et le matériel destinés à ces projets", lit-on dans le communiqué. Ce pont aérien utilise le plus grand avion cargo commercial du monde, pour assurer le maintien de la cadence accélérée de réalisation des projets et leur réception dans les délais. Dans ce cadre, le groupe a réceptionné, vendredi, une nouvelle cargaison contenant 79 tonnes d'équipements mobiles à bord d'un avion qui a atterri, vendredi matin, à l'aéroport international Houari Boumediene, consistant en des variateurs de vitesse de moteurs pour les stations de moyenne tension. Cette cargaison a été réceptionnée par des représentants de la société Algerian Energy Company (AEC) et la Société algérienne de réalisation de projets industriels (SARPI), filiales du Groupe Sonatrach, ajoute le communiqué. "Les

efforts consentis et les mesures prises par le Groupe Sonatrach reflètent l'engagement de ce dernier avec toutes ses filiales, pour la livraison des projets dans les délais fixés, sachant que le PDG du Groupe s'enquiert personnellement et périodiquement du bon déroulement de tous les programmes et opérations relatifs à la réalisation des projets de dessalement de l'eau de mer en raison de leur importance vitale et leur lien direct avec la sécurité hydrique de l'Algérie, que les hautes autorités du pays comptent réaliser", précise la même source. Pour rappel, l'AEC, filiale du Groupe Sonatrach avait réceptionné, en septembre dernier, la première cargaison de pompes en provenance du Japon, destinées au fonctionnement des grandes stations de dessalement de l'eau de mer.

R E.

MINE GARA DJEBILET

L'unité de traitement primaire entrera en production fin 2025

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a affirmé que l'unité de traitement primaire de la mine de fer de Gara Djebilet (wilaya de Tindouf), entrera en production en décembre 2025. Dans un exposé présenté devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), dans le cadre de l'examen du projet de loi de finances PLF 2025, présidée par le président de la Commission, Mohamed Hadi Oussama Arbaoui, et en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar, M. Arkab a précisé qu'après l'ouverture de la mine, il a été procédé à la réalisation de la première unité de traitement primaire d'une capacité de 4 millions de tonnes/an, son entrée en production étant prévue pour décembre de l'année prochaine. Au niveau de la zone industrielle "Toumiat" dans la wilaya de Béchar, il a été procédé à la réalisation de la première unité de production de concentré de minerai de fer d'une capacité de un (1) million de tonnes/an, dans le cadre d'un partenariat entre les entreprises "Tosyali" et "Feraal". L'entrée en production de cette unité est prévue en juillet 2026, en parallèle avec le lancement de la ligne du chemin de fer reliant Gara Djebilet et Béchar, a fait savoir le ministre. Le projet sera étendu pour atteindre une production de 10 millions de tonnes/an de concentré et de boulettes de fer d'ici 2032, ajoute M. Arkab. Concernant le projet de zinc et de plomb à Oued Amizour, commune de Tala Hamza (wilaya de Bejaïa), le ministre a fait état de la finalisation de toutes les démarches nécessaires, avec le lancement de l'opération d'indemnisation, dans le cadre de la cession pour utilité publique, des propriétaires concernés par les terrains où sera implanté le projet, affirmation que le début de la production est prévu pour juillet 2026. Par ailleurs, ajoute M. Arkab, le projet de phosphate intégré connaît un "rythme accéléré", précisant que les deux groupes publics "Sonatrach" et "Sonarem" entameront les travaux avec l'ouverture de la mine de Blad El Hedba (Tébessa) et l'aménagement du site du projet à Oued Kerbit (Souk Ahras) "d'ici fin d'octobre". A ce propos, le ministre a indiqué que les deux groupes publics ont lancé une consultation pour choisir la société chargée de la réalisation du projet selon le mode "Ingénierie, approvisionnement et construction" (EPC). La signature du contrat de réalisation du projet est prévue pour décembre 2024, a-t-il dit.

R E.

SOUK AHRAS
Lancement
prochain des
travaux de
dédoublement et
de modernisation
de la ligne minière
traversant la
wilaya

Les travaux de dédoublement et de modernisation de la ligne ferroviaire minière An-naba-Tébessa, dans sa section traversant la wilaya de Souk Ahras, débiteront "en décembre prochain" après l'achèvement des procédures liées à l'attribution du marché, a-t-on indiqué, mercredi, à la direction des travaux publics (DTP). "Cette ligne fera la jonction entre la zone d'Ain Nafra, dans la commune de Machroha et Oued Kebrit, sur un linéaire de 107 kilomètres", a déclaré à l'APS Amar Mezahda, chef du service des infrastructures de base à la DTP, en charge du dossier de ce projet. M. Mezahda a indiqué qu'en raison du relief escarpé et difficile de la wilaya, 8 tunnels d'une longueur totale de 7 kilomètres, 31 ponts, sur 21 kilomètres, et 6 gares ferroviaires à Oued Kebrit, Oued Damous, M'daourouch, Taoura, Souk Ahras et Ain Nafra seront construits dans le cadre de ce projet qui a nécessité la mobilisation d'importantes ressources matérielles et financières pour sa réception dans le délai imparti de 4 à 5 ans. Dans le cadre de cet important projet, 4.000 emplois directs et indirects seront créés, en plus de la réduction, à la mise en service de cette voie ferrée, de la pression de la circulation routière au niveau local, a ajouté le même responsable. La même source a souligné que les autorités de la wilaya ont accordé plusieurs facilités pour permettre la réalisation du projet dans les meilleures conditions, à savoir la sélection de plusieurs terrains pour installer les chantiers et la préparation d'une étude pour corriger le tracé de cette ligne minière à travers 4 zones. Toutes les carrières et les stations de concassage devant contribuer à l'approvisionnement des chantiers en sable et en graviers ont été répertoriées a conclu M. Mezahda.

EL BAYADH

Lancement d'un programme d'intégration de 500 détenus au programme d'extension du Barrage vert

Un programme d'intégration de 500 détenus à l'établissement pénitencier du chef-lieu de wilaya d'El Bayadh au programme de réhabilitation et d'extension du Barrage vert, a été lancé à l'occasion de la célébration de la journée nationale de l'arbre.

Le directeur de l'Office national des travaux pédagogiques et d'apprentissage relevant du ministère de la Justice, Abdelghani Amiar a procédé, en compagnie des autorités judiciaires de la wilaya, de responsables du service externe de l'administration pénitentiaire, du directeur de l'établissement de rééducation du chef-lieu de wilaya, du Directeur général de l'Entreprise régionale de génie rural de Tiaret, de responsables du secteur des forêts, au lancement de cette opération au niveau des arbustes du Barrage vert de Draa Lahmar. Un accord-cadre a été signé entre l'Office national des travaux éducatifs et de l'apprentissage, l'Etablissement de rééducation d'El Bayadh et l'Entreprise régionale de génie rural "Sersou", visant à intégrer et impliquer, dans un premier temps, 500 détenus de l'établissement pénitentiaire précité au projet de réhabilitation et d'extension du barrage vert. M. Amiar a souligné que ces détenus contribueront à l'opération de plantation et d'irrigation d'une superficie de 300 hectares répartis sur trois sites désignés pour le programme de Barrage vert dans les communes d'El Bayadh et de Stitene, dans un délai de cinq mois. Cet accord est le deuxième du genre après

celui conclu cette semaine dans la wilaya de Djelfa, qui permettra l'insertion et l'emploi de 300 détenus pour mener l'opération de plantation d'une superficie de 50 hectares dans le cadre du même programme. Dans le cadre du programme du Barrage vert, il est prévu qu'un plus grand nombre de détenus soient impliqués et pouvoir bénéficier d'un nombre d'avantages tels que l'assurance collective et d'un demi-salaire allant de 20 à 60 pour cent du salaire minimum garanti SNMG, en plus d'obtenir un diplôme professionnel qui les aidera, après avoir purgé leur peine de prison, à accéder au monde du travail. Le même intervenant a affirmé la disponibilité de l'Office national des travaux éducatifs et d'apprentissage pour relever le nombre de détenus dans le cadre du Barrage vert à travers différentes régions, en collaboration avec la Direction générale de l'administration pénitentiaire et différents partenaires. M. Amiar a souligné que la sélection des détenus pour travailler dans le cadre du programme Barrage vert s'opère au niveau de l'établissement pénitentiaire par un comité présidé par le juge d'application des peines, suivant des critères juridiques et objectifs.

D'autre part, le même office supervise, dans le cadre de son programme de formation et d'apprentissage pour accompagner les détenus des établissements pénitentiaires, 28 chantiers agricoles à travers le pays qui emploient plus de cinq mille prisonniers ayant permis la mise en valeur de plus de 1.200 hectares. Il est attendu d'atteindre, au cours des trois prochaines années, 6.000 ha de terres agricoles en milieu ouvert et 141 chantiers de production au sein des établissements pénitentiaires qui regroupent plus de trois mille détenus. Le même intervenant a annoncé l'élaboration d'un programme pour l'exercice 2025 qui comprend l'ouverture de 97 chantiers de production, ce qui permettra l'emploi d'un grand nombre de détenus, outre l'exploitation de 15 chantiers agricoles. Pour sa part, le Directeur général de l'Entreprise régionale de génie Rural, Ahmed Moussa a affirmé que, dans le cadre des efforts d'emploi et d'intégration des détenus au programme de réhabilitation et d'extension du Barrage Vert, ses services sont prêts à insérer ces détenus, une fois la peine purgée, dans le cadre du même programme.

POUR LUTTER CONTRE LE CANCER DU SEIN

Une «randonnée rose» à Ain Defla

La 4e édition de la "randonnée rose" a été organisée vendredi dans la commune de Hammam Righa (nord-est d'Ain Defla) en vue de sensibiliser sur l'efficacité du dépistage précoce dans la lutte contre le cancer du sein. Dans une déclaration à l'APS, le président de l'association des randonneurs de Miliana, Bengoufa Benyoucef, organisateur de l'évènement, a indiqué que la 4e édition de la randonnée pedestre de 7 km, qui a lieu dans la forêt de Châaiba, se veut "une

campagne de sensibilisation contre le cancer du sein". Il a ajouté que plusieurs médecins spécialistes étaient intervenus lors de cette manifestation à laquelle des femmes malades du cancer et leurs familles ont participé "pour souligner l'importance du dépistage précoce pour lutter contre la maladie". De son côté, Dr Makrachi El Hadj, président de l'association El-Fedjr d'aide aux personnes atteintes de cancer de Blida, a déclaré que par cette randonnée "nous exprimons notre solidarité

avec les femmes atteintes du cancer du sein". Il a souligné que des femmes malades "ont complètement guéri de la maladie", mettant à cette occasion l'accent sur l'efficacité du dépistage précoce. Pour sa part, Dr Azaizia Youcef, chef de service de la prévention à l'établissement public de santé de proximité (EPSP) de Boumedfaa, a salué "le rôle important des associations dans l'aide et le soutien des malades cancéreux". Dr Ouahiba Bouhraoua, une praticienne de Ain Defla, a

expliqué, quant à elle, que la "randonnée rose" est une rencontre "entre les médecins et les malades", relevant que "c'est une façon de les soutenir et leur dire qu'elles ne sont pas seules face à la maladie". La "randonnée rose", organisée en collaboration avec l'association des médecins spécialistes d'Ain Defla (Amsad), a été suivie par une opération de reboisement symbolique à laquelle les randonneurs ont pris part aux côtés des agents forestiers de Miliana et de Hammam Righa.

BOUIRA

Raccordement de près de 2500 logements aux réseaux énergétiques

Pprès de 2.500 logements, tous types confondus, ont été raccordés aux réseaux énergétiques à travers 13 communes de la wilaya de Bouira, a-t-on appris jeudi auprès de la direction de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz). Ces logements raccordés aux réseaux énergétiques dont le nombre exact est de 2484 logements de différentes formules seront attribués à leurs bénéficiaires le 1er novembre prochain dans le cadre des festivités célébrant le 70e anni-

versaire du déclenchement de la Révolution nationale, a fait savoir le directeur de distribution, Khaled Messaoudi. Une enveloppe financière de l'ordre de 70 millions de dinars a été allouée à ces opérations de raccordement, avec une participation à hauteur de 26% de la direction de distribution, selon le même responsable, qui a précisé en outre que ces opérations "ont été achevées avant la fin du délai prévu". Depuis le début de l'année 2024, quelque

5539 logements, toutes formules confondues, ont été raccordés au réseau de l'électricité et du gaz à travers plusieurs communes de la wilaya pour un montant de 362 millions de dinars, selon les statistiques fournies par la direction de distribution. Ces opérations s'inscrivent dans le cadre des différents projets de développement visant à améliorer les conditions de vie des citoyens de la wilaya de Bouira, a souligné M. Messaoudi.

Relever le défi de la compétitivité carbone

Face au dérèglement climatique, l'économie mondiale se décarbone. Demain, les économies compétitives seront celles qui auront le plus décarboné leur processus de production.

Par Lauriane Josende, Brigitte Devésa et Simon Uzenat, sénateurs (*)

Les entreprises, qui devront porter la moitié de la réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030, en ont conscience. Elles sont interpellées par les investisseurs, les consommateurs et leurs salariés, et enjoins par une réglementation européenne surabondante d'y procéder. Elles le font à un rythme inégal. Les grandes entreprises sont les plus engagées, mais seules 11 % d'entre elles réalisent des réductions d'émissions de GES conformes à leurs ambitions. Si ces dernières peinent, la marche est encore plus haute pour les PME et TPE. Elles ont du mal à calculer leurs émissions de carbone, et encore plus celles de leurs sous-traitants, ou à mesurer leur impact sur la biodiversité. L'Union européenne est à l'avant-garde de cette décarbonation de l'économie et la France se veut premier de la classe. La réalité est sensiblement différente. Notre politique publique de décarbonation des entreprises est en effet mal calibrée. Elle est encore virtuelle. La programmation de la stratégie climatique tarde. Les entreprises sont sans boussole ni cap. Elle est seulement macroéconomique, et n'impacte pas les PME-TPE. La politique publique s'est concentrée avec succès sur les greentech. En revanche, la division par deux des émissions de GES des 50 plus grandes industries, représentant 18 % de nos émissions nationales, financée à hauteur de 4,5 milliards par France Relance, demeure dans les limbes. L'État a promis des financements qui n'arrivent pas. Seu-



lement 30 % des aides promises ont été attribués aux bénéficiaires et seulement 1 % décaissé à leur profit ! On enjoint à l'immense majorité des autres entreprises de se décarboner, mais elles n'ont pas de mode d'emploi. Bpifrance ambitionne d'aider 20.000 entreprises d'ici 2025. Mais comment embarquer les 4 millions d'entreprises en France, et d'abord les 6 600 ETI et 160 000 PME, sans industrialiser cette décarbonation ? La dette climatique nous oblige, mais la situation des finances publiques nous contraint. Il faut faire mieux avec moins. Comment ? Pour s'engager dans la transition climatique, les entreprises ont besoin de dispositifs publics simples, d'un accompagne-

ment personnalisé, d'une aide financière d'amorçage qui doivent être considérés comme des investissements d'avenir. Il existe 340 types d'aides. Il faut les simplifier. Il est inconcevable que des PME rémunèrent des sociétés de service pour les accompagner dans le dédale administratif ! Dans un contexte d'austérité budgétaire, il faut prioriser les financements publics dédiés à la décarbonation vers les technologies dont les actions, au regard du coût d'abattement, qui rapporte les émissions de CO2 évitées au coût d'une solution de décarbonation, sont les plus efficaces. Accélérer la transition, ce n'est pas acheter des crédits carbone pour compenser ses émissions, aux effets incer-

tains. C'est réduire l'emploi du carbone dans les procédés de production. Dans cet objectif, nos procédures doivent être assouplies et rendues plus agiles en favorisant l'expérimentation. Nous proposons de commencer par la facturation carbone. Elle permet à l'entreprise de connaître ses performances carbone, son empreinte globale et par produit - donc sa contribution à la décarbonation. Elle présente une alternative simple aux lourdeurs administratives du reporting de la CSRD dont le coût paraît prohibitif pour les PME et inaccessible pour de nombreuses ETI. Nous proposons ensuite d'expérimenter les dividendes climat. Ils ne consistent pas à reverser une part des revenus en faveur du climat, mais à fournir un indicateur extra-financier mesurant l'impact climatique positif généré par une entreprise. Les écogestes ne suffisent plus. Il faut un indicateur clair et comparable des retours climatiques sur les investissements verts. Il faut accélérer la transition climatique des entreprises, car le climat est un usurier. Tout ce qui n'est pas réalisé aujourd'hui coûtera plus cher demain. Les accompagner aujourd'hui pour renforcer leur compétitivité carbone, c'est assurer leur future résilience dans l'économie mondiale.

Source La Tribune.fr

(*) Les sénateurs Lauriane Josende (Les Républicains - Pyrénées-Orientales), Brigitte Devésa (Union Centriste - Bouches-du-Rhône) et Simon Uzenat (Socialiste, Écologiste et Républicain - Morbihan) sont les auteurs du rapport "entreprises et climat : se mobiliser pour relever le défi de la compétitivité carbone" de la Délégation sénatoriale aux entreprises.

Pourquoi venir au bureau peut être beaucoup plus efficace que de rester tout seul en télétravail

Par Héroïse Robert

Quatre ans après la crise sanitaire qui nous a cloîtrés chez nous, le travail à distance reste très populaire. Mais le présentiel a quand même de sacrés avantages. Rencontrer les gens en face-à-face, sentir leur présence, les voir évoluer, autant d'avantage du travail en «présentiel». Car un échange entre deux collaborateurs ne repose pas seulement sur ce qui est dit: la manière dont cela est dit et celle dont on écoute a aussi une grande importance. De nombreuses études ont montré à quel point la proximité physique entre salariés est importante. Parmi ces travaux, ceux de Diego Battiston, professeur à l'université d'Édimbourg en Écosse, et ses coauteurs ont étudié la manière dont la police de Manchester traite les appels d'urgence. Publiés en 2020, les résultats de ces recherches sont repris par le magazine britannique The Economist, dans un article où il est expliqué que ce traitement re-

pose sur l'interaction de deux personnes: un gestionnaire qui prend l'appel et rédige un rapport et un opérateur qui envoie les agents de police en fonction de l'importance de l'incident. Selon les observations des chercheurs, quand les opérateurs et les agents chargés de l'envoi des policiers travaillent dans la même pièce, le temps de réaction est sensiblement raccourci: se parler en direct, sans avoir à passer par les outils informatiques, est plus efficace et les informations importantes sont mieux transmises. Plus les agents sont proches physiquement, plus ils sont efficaces. Une étude de la banque régionale de New York de la Réserve fédérale, aux États-Unis, dont les résultats ont été publiés en mai 2023, montre que la proximité peut également être positive pour l'encadrement et la formation. Les autrices de l'étude ont observé comment travaillaient des développeurs de logiciels et ont constaté que la proximité entre collègues augmentait la quantité de retours formulés aux

ingénieurs juniors par des collègues plus expérimentés. Si ces travaux ne doivent pas être instrumentalisés pour forcer les collaborateurs à retourner à temps plein au bureau, ils soulignent qu'un mélange entre télétravail et présentiel peut présenter de sérieux avantages. Mais si elle peut rapprocher les membres d'une équipe, cette proximité entre collègues peut aussi se faire au détriment des interactions avec les personnes extérieures.

La proximité renforce l'entre-soi

Une étude publiée en 2022 par Maria Roche de la Harvard Business School s'intéresse à des start-up qui se sont vues attribuer au hasard un espace dans un centre de coworking, aux États-Unis. Les chercheurs ont étudié la manière dont la communication entre les start-up évoluait dans un même bâtiment: dès que les entreprises sont éloignées les unes des autres, même de vingt mètres, la communication se

complique. Une start-up située à plus de quelques mètres d'une autre se retrouve aussi isolée que si elle se trouvait à un étage différent. Pour arranger cela, les concepteurs de bureaux tentent de recréer une proximité plus occasionnelle, en aménageant par exemple des espaces communs aux différentes start-up et en organisant des événements pour les réunir -même si les quelques personnes qui assistent à ces événements y viennent souvent pour passer plus de temps avec leurs collègues. Mêmes conclusions pour Sharique Hasan de l'université Duke et Rembrand Koning de la Harvard Business School, qui ont observé le comportement de participants à un bootcamp pour entrepreneurs en Inde, dans lequel les participants ont été répartis au hasard dans plusieurs équipes. Ils ont constaté que les équipes dont les membres se connaissent déjà sont beaucoup moins susceptibles d'interagir avec les autres équipes.

Source : Slate.fr

ÉGYPTE

Le FMI prévoit une croissance du PIB

Les prévisions s'annoncent positives pour l'économie égyptienne. Dans son dernier rapport, le FMI estime qu'elle connaîtra une forte reprise au cours de l'exercice 2025/2026, avec une croissance du PIB située à 4,1 %.

Les prévisions du FMI pour l'Égypte, dans les années à venir, sont encourageantes. Elles indiquent une augmentation significative par rapport à l'estimation de 2,7 % pour l'exercice 2024/2025.

Pour la campagne 2023-2024, la croissance du PIB est tombée à 2,4 %, contre 3,8 % l'année précédente. Une chute provoquée par la crise monétaire et la guerre dans la bande de Gaza, notamment. Deux évènements qui ont conduit à la baisse des recettes du canal de Suez et au ralentissement du tourisme.

Les perspectives économiques de l'Égypte s'annoncent bonnes, grâce au soutien financier important des institutions financières internationales et des partenaires au développement. En février 2024, le pays a signé un accord de 35 milliards de dollars avec les Émirats arabes unis pour développer la région de sa côte nord.

FUIITE DES CERVEAUX EN TUNISIE

Un problème complexe aux causes multiples

Bien que les chiffres exacts varient, plusieurs rapports indiquent qu'une proportion significative de diplômés, en particulier dans les domaines des sciences, de la technologie, et de la santé, envisagent de quitter le pays pour de meilleures opportunités.

Cette hémorragie de compétences est particulièrement inquiétante pour une nation qui aspire à devenir un hub de développement technologique et économique en Afrique.

«La fuite des cerveaux parmi les ingénieurs en Tunisie : causes, conséquences et propositions de politiques économiques», un travail publié par l'Institut tunisien des études stratégiques (Ites), début juillet 2024, montre que le taux de l'émigration parmi les ingénieurs tunisiens est alarmant. Ce fléau impacte durement le développement économique et social du pays. Il touche, à la fois, la pérennité de son modèle économique et sa compétitivité internationale ainsi que sa capacité à réussir ses transitions énergétique, numérique et écologique. Selon des statistiques récentes, près de 60 % des diplômés tunisiens envisagent de s'installer à l'étranger.

Ces départs multidisciplinaires s'opèrent dans des filières stratégiques pour le pays. Cette tendance soulève des questions sur la capacité de la Tunisie à retenir ses talents,

et les conséquences sont déjà visibles dans de nombreux secteurs, comme la santé et l'éducation.

Les conséquences sont lourdes

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. La fuite des cerveaux en Tunisie n'est pas un phénomène nouveau, mais elle s'est intensifiée après la révolution de 2011, en raison de l'instabilité économique et politique. D'après des études récentes, près de 95.000 Tunisiens, majoritairement des profils hautement qualifiés, ont quitté le pays entre 2011 et 2021.

Le secteur médical est particulièrement touché : plus de 4.000 médecins ont émigré vers l'Europe et le Moyen-Orient au cours des dix dernières années. Cette tendance continue de croître avec de jeunes talents dans les secteurs des technologies de l'information, des sciences et des services qui cherchent à s'expatrier.

A croire les chiffres publiés dans un rapport de l'Organisation de coopération et de dé-

veloppement économique (Ocde), cette émigration touche particulièrement les jeunes diplômés, dont 27 % envisagent une expatriation dans les cinq ans suivant l'obtention de leur diplôme. 84 % parmi eux sont parties principalement vers Europe. Les raisons de cette hémorragie sont multiples.

D'un côté, la dégradation des conditions de travail, la faible rémunération et l'instabilité politique créent un climat d'incertitude pour les jeunes diplômés et les professionnels qualifiés. De l'autre côté, les pays d'accueil comme la France, le Canada ou encore l'Allemagne mettent en place des politiques d'immigration attractives pour attirer cette main-d'œuvre qualifiée.

Ces destinations offrent de meilleures perspectives de carrière, un environnement professionnel stable et des opportunités de progression qui séduisent de plus en plus de Tunisiens. La fuite des cerveaux a un impact significatif sur le développement de la Tunisie.

AGRICULTURE EN ARABIE SAOUDITE

Le Royaume appelle le secteur privé à combler le déficit d'investissement de 10 milliards de dollars

L'Arabie saoudite a dévoilé un déficit d'investissement de 37 milliards de riyals saoudiens (10 milliards de dollars) dans son secteur agricole, invitant le secteur privé à saisir cette opportunité pour améliorer la production et l'infrastructure.

Soulaïman al-Khatib, vice-ministre adjoint pour les Affaires agricoles, a souligné ce déficit lors de la 41e exposition agricole saoudienne à Riyad, a rapporté l'Agence de presse saoudienne.

Il a souligné la nécessité d'investissements privés dans des domaines clés tels que la production végétale, l'élevage, la pêche et la

transformation des produits agricoles. Ces efforts sont essentiels pour atteindre les objectifs de la stratégie nationale pour l'agriculture 2034 et faire progresser l'Arabie saoudite vers l'autosuffisance alimentaire et la durabilité. Conformément à la Vision 2030, le Royaume a pour objectif de développer ses capacités agricoles, d'assurer la sécurité alimentaire et de favoriser la diversification économique dans le cadre de sa stratégie plus large de développement durable. Bien qu'environ 90% de son territoire soit désertique, l'Arabie saoudite est le fer de lance d'un boom agricole vi-

sant à accroître la production agricole nationale et à réduire la dépendance à l'égard des importations de denrées alimentaires. Le Royaume a déjà atteint l'autosuffisance en ce qui concerne les dattes, les produits laitiers frais et les œufs de table, selon la publication des statistiques agricoles de l'Autorité générale des statistiques. La stratégie alimentaire de l'Arabie saoudite se concentre sur l'utilisation durable des ressources naturelles, l'innovation, le leadership, la prévention des ravageurs, l'augmentation de la contribution du secteur agricole à l'économie nationale et la création

d'une communauté agricole dynamique. M. Al-Khatib a présenté les principales opportunités d'investissement, telles que les 4,1 milliards de riyals saoudiens dans des installations intégrées pour la production et la transformation de légumes comme les pommes de terre, les tomates, les fraises, les oignons et les légumes verts à feuilles.

Il a également mentionné des investissements potentiels de 2,1 milliards de riyals saoudiens pour la production d'agrumes et de mangues et de 690 millions de riyals saoudiens pour des installations de production de semences

et de plants.

Les opportunités d'investissement s'étendent également à la production d'aliments alternatifs pour animaux, à l'élevage et à la pêche, avec notamment des projets d'élevage intensif d'une valeur d'environ 8,9 milliards de riyals saoudiens. Des investissements supplémentaires de 5,4 milliards de riyals sont disponibles pour l'aviculture et l'utilisation des sous-produits, tandis que les projets d'aquaculture, y compris l'élevage de crevettes et d'algues, représentent des opportunités d'une valeur de 7 milliards de riyals.

MAURITANIE

Mattel étend son réseau télécoms avec l'appui technique de Huawei

Mattel évolue depuis 2000 sur le marché télécoms mauritanien qui compte actuellement environ 5,4 millions clients. L'entreprise partage le marché notamment avec l'opérateur historique Mauritel et Chinguitel. La société de téléphonie mobile mauritanienne Mattel a annoncé la semaine dernière l'achèvement d'une campagne d'extension de son réseau télécoms engagée il y a deux ans. L'initiative permet à l'opérateur télécoms d'améliorer la couverture de son réseau dans un pays qui affiche un score de couverture réseau de 43,3 sur 100, selon l'Indice de connectivité mobile 2023 de l'Association mondiale des opérateurs de téléphonie

(GSMA). Le projet a été réalisé en deux phases. La première, achevée en novembre 2023, s'est concentrée sur le renforcement du réseau dans 266 sites. La seconde, finalisée en septembre 2024, a permis d'étendre le réseau à 217 sites supplémentaires, cela a permis de couvrir toutes les capitales régionales et les districts du pays. En outre, Mattel a renforcé la couverture de cinq axes routiers majeurs en Mauritanie. « Mattel a également contribué activement à la mise en œuvre de la stratégie nationale d'accès universel, en assurant l'exploitation du réseau dédié à la couverture de la zone frontalière sud du pays avec des services téléphoniques et Internet, allant de la région

de Ndiago à Ould Yengé », a ajouté l'entreprise dans un communiqué. Selon la GSMA, 96,7 % des 4,93 millions d'habitants que compte la Mauritanie sont couverts par le réseau 2G. Les réseaux 3G et 4G couvrent respectivement 72 % et 12 % de la population mauritanienne. En matière d'utilisation, la Mauritanie comptait 5,4 millions d'abonnés pour un taux de pénétration de 124 % selon les dernières statistiques disponibles de l'Autorité de régulation (ARE). Toutefois, l'Union internationale des télécommunications (UIT) indique que le taux de personnes possédant un téléphone mobile dans le pays est de 61,3 %. En étendant la couverture de son ré-

seau, Mattel se positionne pour capter une part de la population mauritanienne encore privée de services télécoms. Cette clientèle potentielle pourrait renforcer sa compétitivité sur un marché où Mauritel, filiale de Maroc Telecom, dominait avec 52 % de parts de marché au 30 septembre 2023. Bien que les chiffres actuels de Mattel et de son autre concurrent, Chinguitel, ne soient pas disponibles, les dernières données du ministère de la Transformation numérique et de la Réforme de l'administration datant de 2019 leur attribuent respectivement 21 % et 27 % de parts de marché. La part de marché de Mauritel est restée stable depuis.

SÉNÉGAL

2024, année difficile pour la transformation de cajou

Au Sénégal, l'activité de transformation de l'anacarde a été confrontée à de nombreux vents contraires cette année. Alors que plusieurs investisseurs et agro-industriels locaux ont misé sur ce segment, espérant reproduire le succès ivoirien sur place, rien ne s'est passé comme prévu. Entre hausse des prix de la matière première et perturbations des opérations, l'exercice 2024 est une année à oublier pour plusieurs entreprises. Explications.

Pour expliquer la mauvaise situation en 2024, plusieurs acteurs mettent d'abord en avant la faiblesse de la production liée aux perturbations climatiques. Le pays a en effet connu cette année comme la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso, une forte vague de chaleur entre mars et avril qui a coïncidé avec la période de floraison, cruciale pour le développement des arbres.

Baisse de la production

D'après Boubacar Konta, président de l'Interprofession du cajou du Sénégal, les températures élevées ont lourdement impacté la filière avec des pertes de productivité allant de 60% à 70% dans les plantations. « Des champs d'anacardiens qui pouvaient permettre de récolter une tonne de fruits se sont retrouvés à moins de 200 kg. Cela a considérablement joué sur l'offre » confie-t-il à l'Agence Ecofin. S'il n'avance pas encore de chiffres définitifs, le responsable estime néanmoins que l'offre de cette année devrait être inférieure à 100 000 tonnes, soit moins que les 160 000 tonnes de 2023.

Concurrence exacerbée et envol des prix

Au Sénégal, la filière anacarde est libéralisée avec une offre locale d'ordinaire plus faible que dans les pays voisins, en raison du climat peu favorable. De fait, la récolte est fortement disputée chaque année entre les nationaux qui ont besoin des noix pour faire tourner leurs usines, et les ex-

portateurs principalement en provenance du Vietnam et de l'Inde.

« Le Sénégal présente l'une des meilleures qualités de noix en Afrique de l'Ouest avec la Guinée-Bissau et la Gambie. Du coup, cette origine est très recherchée par les Indiens et les Vietnamiens. Les prix d'achat sont traditionnellement plus élevés par rapport à d'autres pays de la sous-région » explique Pierre Ricau, analyste à N'kalô.

Dans un tel contexte et avec la récolte plus faible que d'habitude cette année, il y a eu une véritable ruée vers l'or gris sur le marché. Alors que les prix tournaient autour de 300 - 400 FCFA entre mars et avril, les acteurs locaux indiquent qu'ils ont grimpé à jusqu'à 850 - 900, voire 1000 FCFA avec la compétition menée par les acteurs asiatiques qui s'appuient sur des commerçants ambulants localement appelés « Bana-bana » qui sillonnent les zones de production.

« Le prix de la matière première est hors de portée. On ne peut pas travailler dans un tel contexte et vendre sur le marché. C'est une hausse de plus de 300% par rapport à l'année dernière. Les Indiens peuvent se permettre un tel tarif parce qu'ils ont un marché intérieur énorme » a expliqué Elimane Dramé, Directeur général de la Société de commercialisation des produits locaux (SCPL) basée à Ziguinchor. « Les Indiens et des Chinois étaient sur place et mettaient les moyens pour acheter même quand sur les marchés locaux le kilogramme était à 1000 FCFA »

confirme Abdoulaye Ndiaye, responsable

administratif et financier de la Société d'Exploitation des Produits du Terroir (SEPT) installée à Sokone dans la région de Fatick. Au-delà de la réalité de cette concurrence, Pierre Ricau indique que les acteurs du segment de la transformation ont été surpris par le déroulement de cette saison.

« Les transformateurs sénégalais n'ont pas anticipé la situation et auraient dû s'approvisionner massivement avant la hausse des prix. Beaucoup d'entre eux ont tardé à le faire. C'est à partir de la fin avril qu'ils ont réalisé que la récolte était très mauvaise. Mais quand ils sont arrivés sur le marché, c'était déjà la guerre pour avoir les quantités disponibles. En Côte d'Ivoire où l'offre a aussi été décevante, la situation était également critique pour les transformateurs. Comme certains acteurs ont vu venir cela, ils ont intensifié leur approvisionnement et ont acheté assez tôt » explique-t-il.

Si la Guinée-Bissau semblait une option possible d'approvisionnement de proximité pour les transformateurs, plusieurs opérateurs locaux ont indiqué que les prix pratiqués dans le pays voisin ont douché les espoirs. Les fournisseurs de l'autre côté de la frontière veulent en effet eux aussi tirer profit de l'aubaine de la hausse des prix.

« La seule alternative qu'on avait, c'était la Guinée-Bissau. Et comme ils sont au courant de ce qui se passe au Sénégal, eux aussi se sont alignés avec les prix pratiqués » déplore M. Abdoulaye.

TOGO

Le FMI va débloquer un nouveau prêt de 58,7 millions \$

Avec le prochain décaissement, le montant total reçu par le Togo dans le cadre du programme FEC s'élèvera à 127 millions \$, après un premier versement de 68,3 millions \$.

Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit un prochain décaissement de 58,7 millions \$ (44 millions de DTS) en faveur du Togo dans le cadre de son programme de Facilité élargie de crédit (FEC). Ce versement, annoncé à la suite d'une mission du FMI à Lomé du 7 au 18 octobre 2024, vient appuyer les réformes économiques du Togo, dont le programme global s'élève à 390 millions \$ sur 42 mois, approuvé en mars dernier.

La mission, dirigée par Hans Weisfeld, a permis de passer en revue les avancées du Togo. Selon les experts du FMI, la croissance économique reste robuste avec un taux de 5,6 % en 2023 et des prévisions stables à 5,3 % pour 2024-25. L'inflation, quant à elle, s'est ralentie, atteignant 3,6 % en septembre. Les efforts de réformes fiscales et de maîtrise des dépenses ont permis d'augmenter les recettes publiques tout en réduisant le déficit budgétaire, ce qui renforce la résilience économique du pays. L'institution de Bretton Woods estime que les autorités togolaises ont montré leur détermination à poursuivre leurs réformes, notamment dans la gouvernance et l'amélioration du climat des affaires. Elle a également salué les progrès réalisés dans la mise en place d'un système d'identification biométrique et d'un registre social qui devrait contribuer à cibler plus efficacement les aides aux populations vulnérables. Le FMI estime par ailleurs que le programme de la FEC avance bien, avec la majorité des objectifs atteints à fin juin 2024.

Pour rappel, le mardi 22 octobre, le ministre togolais de l'Economie, Georges Barcola, a échangé avec la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, lors des Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale à Washington.

Le FMI reconnaît des choix difficiles pour les pays d'Afrique subsaharienne

Face à ces arbitrages complexes entre réduction des vulnérabilités macroéconomiques et financement du développement, le FMI invite les pays de la région à des réformes adaptées aux contraintes politiques, tout en maintenant la croissance et la stabilité. Dans un contexte de pressions économiques et sociales croissantes, les gouvernements des pays d'Afrique subsaharienne sont confrontés à des choix complexes pour équilibrer les ré-

formes nécessaires à la réduction des vulnérabilités macroéconomiques tout en répondant aux attentes en matière de développement. C'est ce qu'a affirmé le Fonds Monétaire International (FMI) dans son dernier rapport sur les perspectives économiques régionales, publié ce vendredi 25 octobre 2024 à Washington DC. Abebe Aemro Selassie, directeur du département Afrique du FMI, a rappelé l'ampleur des défis pour les décideurs politiques : « Les

pays d'Afrique subsaharienne naviguent dans un paysage économique complexe marqué à la fois par des progrès et des vulnérabilités persistantes. » Le complexe dilemme est de savoir comment réduire les déséquilibres macroéconomiques dans la région, tout en finançant les objectifs de développement de leurs pays, notamment en matière de création d'emplois, de réduction de la pauvreté, et d'amélioration des infrastructures. « Les gouvernements doi-

vent trouver un équilibre entre des réformes nécessaires mais difficiles et les attentes élevées de leurs populations en matière de développement », a déclaré M. Selassie. Le rapport indique que la croissance économique dans la région devrait rester modérée à 3,6 % en 2024, un taux inchangé par rapport à 2023, avec une légère hausse à 4,2 % attendue en 2025. Toutefois, cette croissance est encore insuffisante pour réduire significativement la pauvreté ou faire

face aux nombreux défis de développement auxquels la région est confrontée. Il a aussi souligné que même si certains pays de la région figurent parmi les économies à la croissance la plus rapide au monde, d'autres, notamment les pays exportateurs de pétrole, continuent de lutter avec des taux de croissance plus faibles. En dépit d'une baisse progressive de l'inflation, les taux restent à deux chiffres dans près d'un tiers des pays de la région.

ZAMBIE

La BAD approuve un prêt de 8 millions \$ pour la centrale d'Ilute

Principal fonds de la BAD dédié aux énergies propres, le Fonds pour l'énergie durable en Afrique avait récemment approuvé un prêt de 6,71 millions \$ pour un projet de centrale solaire au Burkina, dans le cadre de l'Initiative « Desert to Power ». Le Fonds pour l'énergie durable en Afrique (SEFA) du groupe de la Banque africaine de développement a approuvé un prêt concessionnel de 8 millions USD pour soutenir le développement de la centrale solaire photovoltaïque d'Ilute (25 MW) dans la province de l'Ouest en

Zambie. Mené par Serengeti Energy Africa et Western Solar Power Ltd, le projet sera l'un des premiers à utiliser Africa GreenCo comme intermédiaire pour l'accès au réseau zambien. L'énergie produite sera vendue sur le marché Day-Ahead du Southern African Power Pool (SAPP), contribuant ainsi à l'accès régional aux énergies renouvelables. « Nous apprécions le soutien de la BAD et de SEFA qui nous aide à faire avancer le projet photovoltaïque d'Ilute. Ce prêt nous permet de relever les défis financiers auxquels nous avons été

confrontés en raison de la pandémie et de la hausse des coûts. Le projet Ilute témoigne d'une collaboration innovante et sert de modèle pionnier pour les futures initiatives en matière d'énergie renouvelable en Zambie et dans l'ensemble de la région » a déclaré Anton-Louis Olivier, PDG de Serengeti Energy. Serengeti Energy, un producteur d'électricité indépendant, et Africa GreenCo, agrégateur et négociant d'énergie, font partie des principaux acteurs de l'intégration énergétique en Afrique australe.

GreenCo a par exemple récemment soutenu la société publique zambienne de production et distribution d'électricité ZESCO, afin de garantir des importations supplémentaires d'électricité en provenance d'Afrique du Sud. Auparavant, l'organisation avait sécurisé 40 millions USD auprès de la Development Finance Corporation américaine pour promouvoir l'augmentation de la demande énergétique et la stabilité du marché de l'énergie renouvelable dans toute l'Afrique australe.

POINT-MARCHÉS

Les Bourses mondiales dispersées après une nouvelle volée de résultats trimestriels

Les Bourses mondiales ont évolué en ordre dispersé face à une nouvelle série de résultats au troisième trimestre, le géant américain Tesla affolant les compteurs à Wall Street, sur fond de tassement des taux obligataires américains.

En Europe, Francfort a terminé en hausse de 0,34% et Londres de 0,13%, tandis que Paris a terminé proche de l'équilibre (-0,08%) après s'être essoufflé en fin de séance. A Wall Street, le Dow Jones a perdu 0,33%, l'indice Nasdaq a gagné 0,76% et l'indice élargi S&P 500 a progressé de 0,22%. Le Nasdaq a été soutenu en grande partie par les résultats de Tesla, "bien meilleurs que prévu". En revanche, "le Dow Jones est en baisse en raison de quelques mouvements spécifiques", notamment

chez "IBM et Boeing", a noté Art Hogan de B. Riley Wealth Management. En Europe, le constructeur automobile français Renault a publié des résultats meilleurs que prévu au troisième trimestre, avec un chiffre d'affaires en légère hausse. Son titre a pris 4,74% sur le CAC 40. Ces bonnes nouvelles ont tiré l'ensemble du secteur: Stellantis a pris 1,66%, tandis qu'en Allemagne, Volkswagen (+2,31%), Mercedes (+1,43%) et BMW (+1,23%) ont grimpé sur l'indice Dax. Volvo Car a pris 3,38% à la Bourse

de Stockholm. Le secteur du luxe est lui aussi bien orienté, après que le groupe français Hermès a publié jeudi un chiffre d'affaires en hausse de 10% au troisième trimestre, malgré un marché mondial déprimé par la baisse des ventes en Chine. Son titre a pris 1,07%. Son compatriote Kering (+2,04%) a résisté lui aussi, malgré des ventes en recul de 15% au troisième trimestre. Ailleurs, LVMH a pris 2,46% à Paris et Burberry a gagné 4,02% à Londres. Salvatore Ferragamo a grimpé de 1,22% à Milan. Aux Etats-Unis, le rendement des emprunts d'Etat américains à 10 ans

se tassait à 4,23% après avoir atteint mercredi 4,25%, son plus haut niveau depuis près de trois mois. "Le marché avait besoin de souffler (...) et maintenant que (les taux) se sont un peu stabilisés, les investisseurs se sentent plus confiants", a observé Art Hogan. En conséquence, le dollar se repliait. Vers 19H45 GMT, le billet vert abandonnait 0,42% face à la monnaie unique européenne, à 1,0827 dollar pour un euro. Mercredi, il était monté jusqu'à 1,0761 dollar, une première depuis près de quatre mois.

MONNAIE

Le dollar se replie, pause technique après une nouvelle chevauchée

Le dollar se repliait jeudi, reprenant son souffle après une nouvelle envolée de plusieurs jours, un répit déclenché par le reflux des taux obligataires américains. Vers 19H45 GMT, le billet vert abandonnait 0,42% face à la monnaie unique européenne, à 1,0827 dollar pour un euro. Mercredi, il était monté jusqu'à 1,0761 dollar, une première depuis près de quatre mois. Le "greenback" - surnom de la devise des Etats-Unis - reculait encore davantage face à la devise japonaise (-0,59%), à 151,85 yens pour un dollar.

"La tendance générale est celle d'une pause", a observé Marc Chandler, de Bannockburn Global Forex. "On consolide." En un mois, le "buck" - autre surnom de la monnaie américaine - a grimpé de près de 10% face au yen, un mouvement très inhabituel sur le marché des changes entre deux devises parmi les plus échangées au monde. Le petit rebond technique de jeudi s'explique principalement, selon Marc Chandler, par la détente des taux obligataires américains. Après avoir été catapulté de 4,01% à 4,25% en une semaine, un violent

sursaut à l'échelle de ce marché, le rendement des emprunts d'Etat américains à 10 ans est retombé à 4,18% jeudi. Malgré les gains colossaux du dollar face à la plupart des grandes devises, rares sont ceux qui parient sur la fin de son ascension à moyen terme. "La progression est allée très loin, mais le dollar devrait rester soutenu, malgré quelques petites inflexions, au moins jusqu'à ce que le résultat du scrutin présidentiel soit connu", prévoit dans une note Shaun Osborne, de Scotiabank.

Wall Street dans le vert avec les résultats et la baisse des rendements

La Bourse de New York a ouvert en hausse vendredi, les investisseurs digérant les résultats d'entreprise dans l'attente de l'élection américaine alors que les rendements obligataires américains se détendent. Dans les premiers échanges, l'indice Dow Jones gagne 206,08 points, soit 0,49% à 42.580,44 points et le Standard & Poor's 500, plus large, progresse de 0,55% à 5.841,70 points. Le Nasdaq Composite prend 0,65% soit 119,02 points, à 18.534,506 points.

Les indices profitent de la détente des rendements obligataires américains, le rendement du 10 ans ayant atteint un plus haut depuis juillet mercredi. Le sentiment reste aussi soutenu par les bonnes performances et prévisions de Tesla, qui a bondi de 21,9% jeudi, avant d'autres résultats déterminants dans la "tech" la semaine prochaine, comme Alphabet et Meta. Aux valeurs, Morgan Stanley prend 0,4% après avoir annoncé la nomination de Ted Pick comme président à partir du 1er janvier 2025.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 24 Octobre 2024 Valeur : 28 Octobre 2024					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		133.4906	133.5056
1	EUR	EURO		144.1165	144.1593
1	GBP	POUND STERLING		173.1396	173.1590
100	JPY	JAPANESE YEN		87.6901	87.7057
1	CNY	CHINESE YUAN		18.7666	18.7700
1	CHF	SWISS FRANC		154.0750	154.1457
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		96.5714	96.6032
1	DKK	DANISH KRONE		19.3224	19.3260
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.6185	12.6219
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.1890	12.1939
1	AED	UAE DIRHAM		36.3408	36.3498
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.5444	35.5522
1	KWD	KUWAITI DINAR		435.5321	435.8655
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.6053	43.0335
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.4795	13.4811
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.6372	27.7789
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3617	3.3722
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.2688	177.2688

PARIS

Avalanche de résultats, cède 1,3% en hebdo

La bourse de Paris conclut la séance sur un recul anecdotique de 0,08%, à 7497 points, tirailée entre les performances de Sanofi (+2,5%), Renault (+2,2%) et Hermès (+1%) et les replis plus marqués de Vinci (-3,4%), Capgemini (-2,7%) ou encore Dassault Systèmes (-2,5%). Au cours de la semaine écoulée, l'indice parisien affiche ainsi une contraction d'environ 1,3%. Depuis le début de l'année, son recul se limite toutefois à près de 0,4%. La morosité à l'oeuvre sur le marché parisien n'a rien à voir avec Wall Street -où le S&P500 s'arrage +0,6% et le Nasdaq + 1,3% - mais plus vraisemblablement avec la dégradation des marchés obligataires. Ainsi, l'OAT à 10 ans affiche +5,2Pts à 3,034%, le Bund de même

échéance +3,5Pts à 2,29% et l'US T-Bond remonte vers 4,21%. Le 'chiffre du jour' aux US ne semble pas non plus en cause : les commandes de biens durables ont reculé mais moins que prévu, de 0,8% en septembre aux Etats-Unis alors que les économistes anticipaient un repli de 1%. Hors transport et secteur aéronautique (impacté par la grève chez Boeing), les commandes ont même augmenté de 0,4% après une progression de 0,5% en août, au lieu d'un repli de -0,1% attendu. L'indice de confiance des consommateurs de l'Université du Michigan s'améliore finalement un peu en octobre, à en croire l'indice calculé par l'Université du Michigan (UMich) qui s'établit à 70,5 en définitive, révisé

de 68,9 en estimation préliminaire, et après 70,1 en septembre. Cette progression de l'indice d'un mois sur l'autre reflète une nette remontée de la composante de l'évaluation de la conjoncture actuelle (+1,6 point à 64,9), alors que celle des attentes s'est tassée de 0,3 point à 74,1. En Europe, les 'stats' publiées ce matin ont été largement ignorées, par les indices boursiers et les spécialistes des taux : le moral des entreprises allemandes s'inscrit en légère hausse, de +1,1Pt. L'indice ifo du climat des affaires qui est passé de 85,4 en septembre à 86,5 ce mois-ci, alors que Capital Economics l'attendait en légère baisse ver 85. Symétriquement, en France, la confiance des ménages se replie lé-

gèrement pour la première fois depuis avril, au vu de l'indicateur synthétique de l'Insee qui diminue d'un point à 94 en octobre, et reste donc au-dessous de sa moyenne de longue période (100). Toujours dans l'Hexagone, au 3e trimestre 2024, on comptait 5 400 600 demandeurs d'emploi inscrits à France Travail en catégories A, B, C en France selon DARES (+0,2 % sur un trimestre). Les marchés sont désormais dans l'attente de la décision de l'agence de notation Moody's au sujet de la France : il s'agira de voir l'Hexagone parvient à conserver ou non son grade 'AA2'. Dans l'actualité des sociétés tricolores, Sanofi a dévoilé un BNPA des activités en hausse de 17,6% à taux

de change constants au titre du troisième trimestre 2024, avec une croissance des ventes de près de 16% 'qui reflète la dynamique du portefeuille de produits'. Revendiquant une bonne performance à fin septembre, Safran relève son objectif de ROC pour 2024, malgré un objectif de chiffre d'affaires abaissé dans le sillage de ses prévisions de livraisons en première monte pour les avions court et moyen-courriers. Rémy Cointreau affiche un chiffre d'affaires de 533,7 millions d'euros pour son premier semestre 2024-25, en recul de 16,2% (-15,9% en organique), avec notamment une forte baisse en Amériques (-22,8% en organique) sur des effets de déstockage.

FRANCE/BUDGET 2025

L'Assemblée rejette la surtaxe sur les grandes entreprises

Renforcée par un amendement de la gauche, la surtaxe exceptionnelle sur les grandes entreprises a été rejetée par les députés du camp gouvernemental et du RN vendredi dans l'hémicycle.

L'Assemblée nationale a finalement rejeté vendredi la surtaxe exceptionnelle sur les grandes entreprises prévue par le gouvernement dans son projet de budget 2025, les députés du camp gouvernemental et du RN votant contre l'article après que la taxe a été sensiblement renforcée par un amendement LFI. La surtaxe du texte gouvernemental, prévue pour deux ans, doit rapporter 8 milliards d'euros en 2025 et 4 milliards en 2026, mais un amendement de la gauche a été adopté pour monter les taux de prélèvement sur l'une des deux années, contre l'avis du gouvernement qui chiffrait à «13 milliards» supplémentaires la mesure.

Instaurée pendant deux ans

Cette «contribution exceptionnelle sur les bénéfices de grandes entreprises», destinée à abonder les 60 milliards d'économies que le gouvernement espère réaliser avec son budget 2025, doit être instaurée pendant deux ans, et rapporter huit milliards d'euros en 2025 et quatre milliards

en 2026. La contribution, qui devrait toucher autour de 450 entreprises selon l'exécutif, fonctionne en ajoutant des surtaxes différentes -- en fonction de l'année et du chiffre d'affaires des entreprises -- à l'impôt sur les sociétés dont elles doivent s'acquitter (IS, qui s'élève à 25%). Mais un amendement de la gauche est venu faire monter contre l'avis du gouvernement les taux de prélèvement sur la première année, afin de porter le taux de prélèvement à 40% pour les entreprises dont le chiffre d'affaires va d'un milliard d'euros à moins de trois milliards d'euros, et à 55% pour celles dont le chiffre d'affaires est supérieur ou égal à trois milliards.

Aucune de ces entreprises ne resterait sur notre territoire

Une hausse importante par rapport à la version du gouvernement. «Cet amendement va ponctionner nos entreprises à près de 13 milliards d'euros en plus de ce qui est fait. Aucune de ces entreprises ne resterait sur notre territoire», a dénoncé

le ministre du Budget Laurent Saint-Martin après son adoption. «Vous dites qu'il est insupportable (de demander cet effort) sur les entreprises qui ont accumulé des milliards de bénéfices que vous avez défiscalisés (...) je vais vous dire, c'est irresponsable de demander aux salariés de ce pays deux ans de plus de leur vie à travailler», a rétorqué le président LFI de la commission des Finances Eric Coquerel. Le socialiste Philippe Brun a lui dénoncé des «allégations mensongères» sur la portée de l'amendement et rejeté les accusations d'une mesure «confiscatoire», qui n'aurait été que «temporaire pour une seule année». «C'est plus une loi de finances mais une entreprise de démolition», a estimé a contrario le député Droite républicaine (ex-LR) Philippe Juvin. Comme le reste de la coalition gouvernementale (EPR, Horizons, MoDem, DR), les députés du Rassemblement national et ceux du groupe UDR d'Eric Ciotti ont voté pour rejeter in fine l'article dans sa globalité, le retirant ainsi du texte. La copie pourra encore évoluer lors de la navette parlementaire avec le Sénat ou via un 49.3.

BCE

Christine Lagarde très optimiste quant au retour de l'inflation à 2% en zone euro

La présidente de la Banque centrale européenne a profité de la réunion annuelle du Fonds monétaire international (FMI) à Washington pour déclarer, ce vendredi, que l'inflation est «bien partie» pour atteindre son objectif de 2% en 2025 dans la zone euro. L'inflation ne sera-t-elle plus un sujet en 2025? La présidente de la Banque centrale européenne (BCE) s'est montrée du moins optimiste à ce sujet ce vendredi, assurant que «les nouvelles informations sur l'inflation montrent que le processus de désinflation est en bonne voie» pour atteindre l'objectif de 2% dès l'année prochaine dans la zone euro. «Les indicateurs récents de l'activité économique ont surpris quelque peu à la baisse et les conditions de financement restent restrictives», a ajouté

Christine Lagarde qui s'exprimait lors de la réunion annuelle du Fonds monétaire international (FMI) à Washington. En zone euro, l'inflation a ralenti plus que prévu en septembre, à 1,7% sur un an, pour la première fois en plus de trois ans sous le seuil des 2%. Une chute de la hausse des prix - en comparaison avec le point haut de 10% en 2023 - qui a amené la BCE à réduire de 0,25 point de pourcentage le taux de dépôt, qui sert de référence pour les conditions de crédit dans l'économie, pour le porter à 3,25% le 17 octobre dernier. Avec ce deuxième assouplissement monétaire d'affilée, de même ampleur qu'en septembre, les gardiens de l'euro ont ainsi pris le contre-pied de la prudence affichée il y a un mois. Ils avaient alors donné le sentiment de vouloir attendre décembre pour desser-

rer à nouveau la vis monétaire. «Nous devrions atteindre notre objectif de 2% plus tôt que prévu dans l'année 2025», avait d'ailleurs assuré, le 18 octobre, François Villeroy de Galhau, le gouverneur de la Banque de France, devant des journalistes. «Ce n'est pas la première baisse des taux et ce ne sera pas la dernière», avait-il précisé. Le rythme de l'assouplissement monétaire devra être celui d'un «pragmatisme agile», fondé sur «les données», avait néanmoins précisé le banquier central.

La BCE en retard?

Les responsables de la Banque centrale européenne (BCE) ont commencé à débattre de la nécessité d'abaisser les taux d'intérêt à un niveau suffisant

pour stimuler l'activité économique, selon plusieurs sources interrogées par Reuters. D'autant que dans la zone euro, la croissance a été révisée légèrement en baisse à 0,2%, pour le deuxième trimestre 2024, selon Eurostat. Et sur l'ensemble de l'année, «les services du FMI prévoient que l'économie croîtra de 0,8% en 2024, pour atteindre 1,3% en 2025 et 1,5% en 2026. Il s'agit d'une légère révision à la baisse par rapport aux projections de juin, principalement en raison d'une contribution plus faible de la demande intérieure au cours des prochains trimestres», expliquait la banque centrale dans son communiqué en septembre. A titre de comparaison, le Fonds monétaire international prévoit une croissance de 2,6% aux Etats-Unis et 5% en Chine cette année.

DETTE

Moody's maintient la note de la France mais dégrade sa perspective

Alors que Paris doit lever 300 milliards d'euros en 2025, la décision de Moody's apparaît comme un moindre mal. Un entre-deux qui fait les affaires de Paris. Moody's a décidé d'exprimer son inquiétude envers les finances publiques françaises sans sanctionner trop durement le pays. L'agence de notation maintient ainsi la note de la France à «Aa2» mais assombrit sa perspective qui passe de «stable» à «négative». Cette décision «reflète le risque croissant que le gouvernement français soit peu susceptible de mettre en oeuvre des mesures qui empêcheraient des déficits budgétaires plus importants que prévu», a souligné Moody's dans son communiqué. Antoine Armand, ministre de l'Economie, «prend note» et affirme pouvoir «mener des réformes d'ampleur». «Oui, la France dispose de forces économiques réelles, explique-t-il. Elle est aussi capable de mener des réformes d'ampleur. Certaines ont déjà produit des résultats probants en matière d'emploi ou d'attractivité économique pour notre pays. C'est avec cette même énergie que le Gouvernement agira pour le redressement de nos finances publiques.» Après la dissolution de juin, Moody's s'était déjà ému du contexte politique français. «Compte tenu de l'instabilité du paysage politique, il est tout à fait possible que les objectifs (de redressement des comptes) soient abandonnés, malgré la probable pression de la Commission européenne», estimaient les analystes de l'agence. Alors que «le fardeau de la dette française est le plus élevé parmi ses pairs notés de manière similaire, le rythme de réduction du déficit de la France sera plus lent que celui de la plupart de ses pairs européens», insistaient-ils encore. L'analyse vaut toujours. Cette année, le déficit est attendu à 6,1 % du Produit intérieur brut (PIB) et la dette à 113 %. Dans sa trajectoire de moyen-long terme, envoyée cette semaine à Bruxelles, Bercy s'avance, à horizon 2029 à ramener le déficit à 2,8%. La dette se maintiendrait en revanche à un niveau très élevé : 115,8 %. Or, «les performances de déficit, dette et croissance réelle de la France, réalisées en 2023 et projetées pour 2 024 et 2025 sont inférieures à ce que montrent la plupart des autres pays européens ayant la même note ou une note inférieure attribuée par Moody's, à part l'Italie», souligne encore Éric Dor, directeur des études économiques de l'Isseg.

DONALD TRUMP ET J.D. VANCE VISÉS SELON LA PRESSE

Les États-Unis accusent la Chine d'une cyberattaque

Les téléphones de l'ancien président et candidat républicain, ainsi que de son colistier, auraient été visés par une cyberattaque, selon le «New York Times». Les autorités américaines ont indiqué vendredi enquêter sur une cyberattaque qu'elles attribuent à des acteurs liés à la Chine, la presse américaine affirmant que les téléphones de Donald Trump et de son colistier J.D. Vance ont été visés. Des personnes liées à l'équipe de campagne de la démocrate Kamala Harris ont aussi été visées par cette tentative

d'intrusion, a appris l'AFP d'une source proche du dossier. «Le gouvernement américain enquête sur l'accès, sans autorisation, à des infrastructures commerciales de télécommunications par des acteurs liés à la République populaire de Chine», ont déclaré la police fédérale (le FBI) et l'Agence de cybersécurité et de sécurité des infrastructures (CISA) dans un communiqué commun. Selon le New York Times, les téléphones de l'ancien président et candidat républicain Donald Trump, ainsi que de son colistier J.D. Vance, ont été visés. Ils ont été

prévenus cette semaine de cette tentative, selon le quotidien qui cite vendredi des sources anonymes. Les enquêteurs cherchent encore à savoir si les pirates informatiques sont parvenus à accéder, ou non, aux données et aux communications des deux hommes, selon le New York Times et le Washington Post. Le FBI n'a pas souhaité faire de commentaire sur les cibles précises. Ces révélations interviennent à moins de deux semaines d'une élection présidentielle qui s'annonce extrêmement serrée. Donald Trump et J.D. Vance portent tous

deux un discours très dur sur la Chine. L'attaque informatique est passée, selon le quotidien, par l'opérateur téléphonique Verizon. «Nous sommes au courant d'informations selon lesquelles un acteur étatique très compétent a visé plusieurs opérateurs américains de télécommunication afin de collecter du renseignement», a déclaré l'entreprise dans un communiqué. Verizon a ajouté «travailler à confirmer, évaluer et remédier à tout possible impact».

FIABILITÉ DU MOTEUR 1.2 PURETECH

Que faire même quand la voiture n'a aucun problème ?

La médiatisation des problèmes du 1.2 PureTech est telle que même les propriétaires épargnés ont tendance à s'inquiéter. L'AM vous donne quelques conseils pour limiter les risques de panne, augmenter les chances de prise en charge... ou faire en sorte que la revente de votre voiture se passe mieux.

Les problèmes du 1.2 PureTech du groupe Stellantis ne se contentent pas d'empoisonner la vie des automobilistes qui en sont victimes. De nombreux propriétaires de véhicules animés par ce trois-cylindres ont aussi l'impression de vivre avec une épée de Damoclès au-dessus de la tête alors qu'ils ont été épargnés par les ennuis jusqu'ici. Mais en matière de fiabilité, le 0% et le 100% n'existent pas. Même si la proportion de moteurs touchés est beaucoup plus élevée que la moyenne, cela ne signifie pas que l'intégralité de la production finira par connaître de graves soucis. En plus de la chance, quelques précautions peuvent vous aider à passer entre les gouttes ou au moins à augmenter la durée de vie de votre mécanique. Elles peuvent également se révéler utiles si un problème venait à survenir malgré tout, en vous aidant à négocier une prise en charge auprès du service clientèle.

Des préconisations du constructeur à respecter

Le point le plus crucial sera de respecter au maximum les préconisations d'entretien données par le constructeur de votre voiture. Ce conseil est loin d'être spécifique au 1.2 PureTech et ne garantit pas d'éviter les problèmes. A fortiori dans le cas du trois-cylindres de Stellantis, qui a fait l'objet de plusieurs changements de consigne en cours de route pour tenter d'endiguer l'hécatombe, notamment sur le type de lubrifiant à utiliser lors des vidanges. Dans ce domaine, la 0W30 qui avait été choisie au départ semblait davantage propice à la réduction des consommations qu'à l'optimisation de la fiabilité, en raison de son extrême fluidité. La périodicité de remplacement de la

courroie de distribution a également été raccourcie depuis quelques années, confirmant les tâtonnements de Stellantis avec ce moteur.

Dans ces conditions, pas toujours évident de s'y retrouver. Mais suivre le plan donné par le Citroën, DS, Opel ou Peugeot reste malgré tout le meilleur moyen d'espérer une prise en charge, au moins partielle, des éventuels dommages subis par votre moteur. Tout écart dans ce domaine est souvent prétexte à un refus. Cela ne signifie toutefois pas que vous deviez rester éternellement liés avec le réseau officiel et ses tarifs plus élevés que la moyenne. Le passage par un garage indépendant ou un centre-auto ne pourra pas vous être reproché... s'il est bien accompagné de factures en règle et d'un respect des préconisations données par le fabricant de votre voiture. Insistez donc sur ces deux points avant de prendre rendez-vous. Sur le 1.2 PureTech, chaque révision doit notamment comprendre un contrôle de la largeur de la courroie de distribution, car cette pièce cruciale peut s'user prématurément.

Un entretien renforcé pour les petits rouleurs

L'entretien d'une voiture doit également être adapté à l'utilisation qui en est faite. Stellantis a ainsi mis en place un plan d'entretien spécifique pour les "conditions d'utilisations sévères". Sous nos latitudes, cette expression s'applique avant tout aux véhicules qui multiplient les petits trajets avec moteur froid, en particulier en ville. Pour un bloc thermique, quel qu'il soit, cela engendre toujours de fortes contraintes, car la lubrification n'est pas optimale tant que l'huile n'a pas atteint une certaine température. Dans ce genre de cas, pour le 1.2 PureTech, Stellantis

préconise notamment de passer à une révision tous les 15 000 km, au lieu de 25 000 km pour les conditions d'utilisation "normales". Un remplacement du filtre à air, des bougies ou du liquide de refroidissement plus courant est également conseillé. En revanche, cela n'a pas d'impact majeur sur la fréquence de changement de la courroie de distribution, qui reste fixée à six ans ou 100 000 km environ, sachant que c'est le premier terme atteint qui compte ici. Les garages Peugeot, Citroën, Opel ou DS ont reçu un document au sujet de cet entretien sévéré, dont vous pourrez retrouver les détails sur un groupe Facebook regroupant de nombreux propriétaires victimes des problèmes de ce trois-cylindres.

Surveillez votre niveau d'huile

De votre côté, vous pouvez également tenter d'éviter le pire en surveillant régulièrement votre jauge de niveau d'huile sous le capot. Là encore, il s'agit d'un conseil qui ne s'applique pas qu'au 1.2 PureTech. Mais l'avènement des jauges électroniques ou des ordinateurs de bord qui indiquent les prochaines échéances d'entretien peut parfois pousser à l'oublier. Dans le cas du trois-cylindres Stellantis, y ajouter un contrôle manuel "à l'ancienne" au moins une fois par mois demeure plus que recommandé, particulièrement quand votre véhicule excède les 70 000 km. L'un des défauts majeurs de ce moteur est en effet sa tendance prononcée à la surconsommation d'huile, liée à une segmentation défectueuse. En surveillant votre niveau comme le lait sur le feu, vous réduirez ainsi le risque de casse moteur et pourrez avertir un garage plus rapidement si vous constatez que vous devez ajouter du lubrifiant trop fréquemment.

N'attendez pas qu'un voyant rouge s'allume au tableau de bord, car il pourrait déjà être trop tard dans ce cas. En mécanique comme en médecine, prévenir vaut toujours mieux que guérir.

Une revente coûteuse, mais parfois salutaire

Même en suivant tous ces conseils, nous ne pouvons pas vous garantir que votre Peugeot, Citroën, DS ou Opel continuera de rouler sans problème. Si vous ne parvenez pas à retrouver une tranquillité d'esprit, la seule solution sera donc parfois de vous débarrasser tout simplement de votre véhicule. Mais la piètre réputation acquise par le 1.2 PureTech depuis que ses problèmes de fiabilité sont médiatisés ne vous facilitera pas la vie. Ce moteur a désormais tendance à effrayer les acheteurs, au point d'avoir poussé Peugeot à abandonner l'appellation "PureTech" sur ses derniers modèles. Mieux vaut d'ailleurs éviter la revente de votre voiture à un particulier, qui pourrait plus facilement se retourner contre vous si une grosse panne mécanique venait à survenir par la suite.

Passer par un professionnel demeure donc largement préférable, même s'il faut se préparer à une offre de reprise très basse. La valeur des véhicules équipés par ce trois-cylindres s'est en effet effondrée ces derniers mois, et bon nombre de garages refusent même parfois de reprendre ces voitures. N'hésitez cependant pas à tester plusieurs adresses pour essayer d'obtenir la meilleure proposition possible. Vous pouvez aussi utiliser les nombreux sites qui proposent des offres de reprise en ligne pour les comparer. Cela ne suffira pas à faire des miracles, mais pourra vous aider à limiter la casse.

La future grande berline Lancia commence à se dévoiler

Attendue pour 2026, la nouvelle Lancia Gamma se dévoile dans une première image teaser. Une grande berline qui, après l'Ypsilon, symbolise le retour de la marque.

On a beau ne pas encore en voir plein les rues, le retour de Lancia a de quoi enthousiasmer bon nombre d'amateurs d'automobile. Alors certes, plutôt que de miser sur son héritage sportif, la marque italienne plus que centenaire, propriété de Stellantis, renaît sous le signe du premium avec l'arrivée d'une citadine chic, la nouvelle génération de petite Ypsilon. Mais la suite s'annonce plus savoureuse avec une grande berline dont on découvre aujourd'hui la première image. On parle ici de la Gamma, une appellation qui ne sort pas de n'importe où puisque, dans les années 1970 et 1980, une berline et un coupé l'utilisaient déjà. En revanche, le style n'aura absolument rien à voir avec la nouvelle du nom, qui se voudra résolument moderne.

Un style 100% Lancia

Avant même que ne soit révélée la nouvelle Ypsilon, en février dernier, un concept dévoilant les grandes lignes du style des



modèles à venir avait été présenté dès l'année dernière : la Lancia Pu+Ra HPE. Un manifeste sous forme de coupé, dont le design devrait se retrouver sur la future Gamma. On reconnaît d'ailleurs sur la première image cette signature lumineuse frontale commune au concept et à la Ypsilon de série, avec de fines bandes de LED horizontales et verticales. À en juger ici par l'éclairage rouge et les monogrammes Lan-

cia (on devine juste le "A" final) et Gamma, elle sera plutôt à l'arrière. Pour le reste, et bien qu'on ne les distingue pas ici, on retrouvera très certainement les optiques rondes caractéristiques des poupes du nouveau de Lancia. Le tout sur une berline au style élancé, avec un profil fastback et un pavillon fuyant, façon berline quatre portes.

Ce que l'on sait déjà de la Gamma

Le PDG de Lancia, Luca Napolitano, également directeur des ventes et du marketing Stellantis, s'était déjà allé à quelques confidences l'an dernier sur le futur haut de gamme Gamma. Un vaisseau amiral qui reposera sur une plateforme du groupe déjà bien connue, la STLA Medium, qui officie déjà dans les nouvelles Peugeot 3008 et 5008 notamment. Une berline qui devrait tutoyer les 4,70 m, soit proche d'une Peugeot 408, dont le profil est aussi fastback. En revanche, si ce choix de plateforme devrait laisser le choix à Lancia de faire du thermique et de l'électrique, il semblerait que seule la seconde option soit retenue pour la Gamma. Proposée en deux et quatre roues motrices, elle devrait aller piocher dans les batteries déjà présentes dans la gamme, entre 73 kWh et 98 kWh. De quoi assurer des puissances entre 200 et 400 ch. Et une autonomie qui avait été annoncée à plus de 700 km. "Le produit phare de Casa Lancia sera une belle et élégante voiture italienne, belle à l'extérieur et belle à l'intérieur, où l'on aura vraiment l'impression d'être dans le salon d'une maison italienne". Ne reste plus qu'à espérer que Luca Napolitano n'ait pas trop survendu sa future berline !

LE DÉPART D'UN DIRECTEUR D'OPENAI INTERPELLE

«Personne n’est prêt pour l’IA générale»

Un nouveau haut dirigeant d'OpenAI s'en va. Et en partant, il a fait des déclarations qui font un peu peur...



Si l'histoire d'OpenAI est une success story, grâce à la création de ChatGPT, elle représente aussi au plus haut point les désaccords que le monde peut avoir sur la question de la sécurisation de l'IA à l'avenir. Car depuis un peu moins d'un an, le management de la start-up enregistre de nombreux départs, presque tous en raison d'un travail sur la sécurité quant à l'IA générale (l'IA qui surpasserait l'être humain) qui ne serait pas fait. Et c'est ce que l'on peut voir encore aujourd'hui !

Un nouveau haut responsable d'OpenAI quitte le navire

Il y a encore des remous au sein d'OpenAI. L'équipe « AGI Readiness », qui travaillait sur la question de la sécurisation d'une éventuelle IA générale, vient d'être dissoute. C'est la seconde fois que l'équipe dédiée à cette tâche est supprimée en un an au sein d'OpenAI. Car, souvenez-vous, en mai dernier, Jan

Leike, en charge de la précédente équipe, partait en laissant un message dans lequel il regrettait que le côté commercial prenne le pas sur la sécurité au sein d'OpenAI. Et aujourd'hui, c'est le chef de l'équipe AGI Readiness, Miles Brundage, qui s'en va à son tour.

Prend-on la question de l'IA générale au sérieux ?

Et les dernières déclarations qu'il fait en vidant son bureau n'ont pas de quoi rassurer sur notre avenir. Il a ainsi expliqué que « ni OpenAI ni aucun autre laboratoire d'avant-garde n'est prêt [pour l'intelligence artificielle générale], et le monde n'est pas prêt non plus. » Il ajoute par ailleurs que c'est la difficulté de travailler sur la sécurisation de l'IA dans le cadre de l'entreprise et de ses contraintes qui l'a poussé à quitter OpenAI. Il pense pouvoir mieux faire pour cette cause en étant indépendant, et à l'extérieur des grandes entreprises du secteur. En cela, il rejoint la démarche d'Ilya Sutskever, qui, après avoir raté son putsch contre Sam Altman, a finalement pris le large en mai dernier, pour lancer ensuite sa propre entreprise. Baptisé Safe Superintelligence (SSI), elle a pour ambition de créer l'environnement de sécurité nécessaire au développement de l'IA générale.

DROITS D'AUTEUR ET PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Ça chauffe entre Perplexity et la presse américaine

Perplexity, qui propose un moteur alimenté par l'IA, doit faire face à de plus en plus d'attaques. Au point que l'entreprise va devoir rendre des comptes devant la justice. L'antagonisme entre les sociétés IA et les médias est maintenant de notoriété publique, avec notamment le procès qui va opposer OpenAI et le New York Times. Mais la firme de Sam Altman n'est pas la seule à se retrouver sur le banc des accusés, puisque Perplexity doit aussi subir dernièrement des critiques très fortes concernant son modèle. Critiques

qui vont l'amener à devoir s'expliquer devant les tribunaux, malgré une défense assez audacieuse.

Perplexity accusé de copier « à grande échelle »

Il y a quelques jours, on apprenait que News Corp, la maison mère des grands médias du New York Times et du Wall Street Journal, assignait Perplexity en justice. Elle a depuis explicité les raisons de ce procès, dans un communiqué particulièrement virulent dont The Verge s'est fait l'écho. « Perplexity commet un abus

de propriété intellectuelle qui nuit aux journalistes, aux écrivains, aux éditeurs et à News Corp. Perplexity a délibérément copié des quantités considérables de documents protégés par des droits d'auteur sans compensation, et présente sans vergogne des documents réaffectés comme des substituts directs de la source originale » explique ainsi News Corp.

Pour le spécialiste de l'IA, les deux industries devraient plutôt collaborer

Évidemment, du côté de

Perplexity, le son de cloche est tout autre. Pour l'entreprise américaine, cette action en justice n'est que la dernière d'une longue offensive des médias tous azimuts contre les développeurs de modèles IA - le reflet « d'une attitude d'opposition entre les médias et la technologie qui, tout en étant tristement familière, est fondamentalement irréfléchie, inutile et autodestructrice. » Au contraire, Perplexity veut de son côté s'engager dans un travail en collaboration entre les fabricants d'IA et les médias. « Il y a d'innom-

brables choses que nous aimerions faire au-delà de ce que l'application par défaut de la loi permet, ce qui implique des relations commerciales mutuellement bénéfiques avec des contreparties telles que les entreprises ici présentes qui ont choisi de poursuivre en justice plutôt que de coopérer » propose ainsi Perplexity. Mais en attendant de trouver ce genre d'accord, la start-up californienne annonce être prête à se défendre vigoureusement devant la justice.

Le téléphone de Donald Trump ciblé par des hackers chinois

Le candidat républicain à la Maison-Blanche a vu son téléphone être ciblé par des hackers chinois. Et ils pourraient avoir récupéré de nombreuses informations sensibles ! L'élection présidentielle américaine de 2024 met en alerte toutes les grandes agences de renseignement américain, du fait de tentatives d'ingérences étrangères multiples. Des actions qui se sont multipliées depuis cet été, et qui ont pris la forme de nombreuses opérations pour influencer l'opinion. Mais il y a aussi des actions plus directes qui peuvent être menées. Comme celle qui a visé plusieurs hommes politiques américains ! C'est une nouvelle pas très confortable que le New York Times vient de dévoiler. Une équipe de hackers chinois a en effet infiltré le système de communication de l'opérateur américain Verizon, afin de pouvoir accéder aux appareils de nombreuses personnes importantes. Parmi celles-ci, le chef de la majorité démocrate au Sénat Chuck Schumer ou des membres de l'équipe de campagne de Kamala Harris. Mais aussi, et surtout, Donald Trump et son colistier pour le poste de vice-président des États-Unis, J.D. Vance. Comme le fait remarquer le New York Times, de nombreuses informations critiques pourraient avoir été obtenues. Parmi celles-ci, l'identité « des personnes qu'ils ont appelées et auxquelles ils ont envoyé des SMS, la fréquence de leurs communications avec certaines personnes et la durée de ces communications [...] ». Ce type de données de communication pourrait être encore plus utile si des pirates informatiques pouvaient les observer en temps réel. » Les spécialistes du secteur pensent que cette attaque pourrait provenir du groupe Salt Typhoon, un des groupes de cyberespionnage affilié au gouvernement chinois les plus dangereux du moment. Le FBI s'inquiète de son côté quant à l'ampleur réelle des données qui ont pu être interceptées, et le nombre de personnes qui ont été visées par cette opération. Il n'est ainsi pour le moment pas certain qu'ils aient pu accéder aux SMS envoyés par ces mêmes victimes. Reste que le coup est dur, à un peu plus d'une semaine de l'élection aux États-Unis.

Brèves

Jackpot pour Satya Nadella en 2024

De passage à Paris mardi dernier, le CEO de Microsoft a annoncé lors de sa Keynote au CNIT avoir fait don d'1 M\$ à l'université Wisconsin-Milwaukee pour aider les personnes défavorisées à accéder plus facilement à des études en informatique. Un beau geste que le dirigeant peut se permettre : entre 2023 et 2024 sa rémunération a bondi de 63 % pour atteindre 79,1 M\$. Près de 90% de la rémunération de Satya Nadella pour l'année fiscale 2024 de Microsoft qui s'est achevée en juin a été sous forme d'actions Microsoft, a déclaré la société jeudi. Il s'agit de la rémunération la plus importante qu'il ait reçue depuis son package à 84 M\$ en 2014, année où il est devenu le 3e CEO de la firme de Redmond après Steve Ballmer et Bill Gates.

Supercalculateur IA HPE/Orange pour l'Armée

Le ministère des Armées a confirmé les rumeurs qui circulaient depuis quelques temps : il fait appel au tandem HPE/Orange pour mettre en place son plus puissant supercalculateur dédié à l'IA. « Le supercalculateur sera livré à l'autonomie 2025 et pleinement opérationnel fin 2025 », annonce le ministère. Situé au Mont-Valérien à Suresnes (92), ce système permettra à la France de traiter souverainement de données confidentielles, pour le besoin des armées ainsi qu'aux entreprises de défense assure le ministère qui précise qu'il ne sera pas connecté à Internet. En parallèle, un projet de déploiement d'agents conversationnels est aussi dans les tuyaux. Présenté comme un

équivalent à ChatGPT d'OpenAI il sera déployé pour l'ensemble des agents du ministère des Armées et des Anciens combattants dès la fin de cette année.

Apple lance un bug bounty de 1 M\$ pour Apple Intelligence

La firme de Cupertino ouvre aux chercheurs en sécurité sa plateforme cloud sécurisée conçue pour pouvoir repérer des vulnérabilités de code dans Apple Intelligence. Grâce à la publication d'un environnement de recherche virtuel (VRE) et d'un code source PCC sélectionné, la communauté de sécurité peut inspecter et valider les fonctionnalités de sécurité et de confidentialité de l'entreprise. Pour encourager le signalement des vulnérabilités et des bugs, Apple offrira jusqu'à 1 M\$ de récompense pour le cas le plus grave.

Mots fléchés

Couloir				Raillerie				Couche		Fille de Cadmos			
Cabale		Crochets		Ville de l'Ariège		Collaborés		Amas		Petit oiseau		Aubergiste	
												Fleuve d'Afrique	
Garnitures		Chambre d'écluses				Portions							
		Négation											
									Bar		Infanterie territoriale		
Jumeau											Roi de tragédie		
Picrate						Sabre		Vola					
			Courges		Passé							Habitant de l'Arctique	
Chagrinés		Enduit						Ancien premier ministre anglais					
		Culotte de grande ampleur											
					Mèche rebelle				Para				
					Issus				Invendables				
Biffure	Langue du midi			Arrivée				Branché			Note de musique		
	Perroquet			Bramer							Prairie		
						Ton				Oiseau voleur			
Hilarités										Longue période			
Contour							Thymus de veau	Valeur					
								Vain					
					Requête							Animation	
					Rôder								
Quote-part	Déchiffrer					Naturel					Roi de Juda		Substances
	Hardiesses												
				Colle		Midi				Possède			
Âne sauvage						Alcaloïde							
Petit ruisseau							Entre amis			Humour			
										Initiales pieuses			
		Rossignols					Victoire de Napoléon					Livre sacré	
Couteau		Affluent de la Seine					Hallucinogène				Curium		
											Milliardième d'unité		
				Saison	Train de banlieue		Dedans		Enzyme	Patriarche biblique			
À côté de		Suite						Troisième personne du singulier		Acide ribonucléique			
		Sélénium											
			Sport							Actrice française			
Dur							Enseignements						

PRÉPARATIFS DU FORUM PANAFRICAIN DE LA JEUNESSE
Arrivée à Oran d'une délégation de l'Union africaine

Une délégation de l'Union Africaine (UA) est arrivée samedi à Oran pour suivre de près les préparatifs du 4e Forum panafricain de la jeunesse, prévu du 1er au 4 novembre dans la capitale de l'Ouest algérien. La délégation, composée de six membres, a été reçue à l'aéroport international Ahmed-Ben Bella par les autorités locales d'Oran et des représentants du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ). Elle visitera, durant son séjour, différents sites d'accueil des participants et tiendra des réunions avec les organisateurs pour arrêter le programme final de ce rendez-vous continental.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 27 octobre 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



ATTAQUES MILITAIRES SIONISTES CONTRE L'IRAN

L'Algérie condamne

L'Algérie a condamné "avec force" les attaques militaires menées par l'entité sioniste contre la République islamique d'Iran, exprimant sa solidarité avec les Iraniens suite à cette "odieuse" agression en "violation flagrante" de la charte des Nations Unies, a indiqué samedi un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger. "L'Algérie condamne avec force et dénonce avec fermeté les attaques militaires menées à nouveau par l'armée d'occupation israélienne contre la République islamique d'Iran, tout en exprimant sa solidarité avec les frères en Iran suite à cette odieuse agression qui constitue une atteinte éhontée à la souveraineté de leur pays et une violation flagrante de la charte des Nations Unies et des principes du droit international", lit-on dans le communiqué. L'Algérie a également rappelé "la responsabilité qui incombe à la communauté internationale pour réfréner l'occupation israélienne et faire cesser son escalade multiforme et tous azimuts au Moyen-Orient, une région plongée par cette occupation dans une infinie spirale d'insécurité et d'instabilité", selon le communiqué.

ORAN

5e Congrès international de la Société algérienne de nutrition du 6 au 8 novembre

Le 5e Congrès international de la Société algérienne de nutrition (CI-SAN 2024) se tiendra, à Oran du 6 au 8 novembre prochain, a-t-on appris des organisateurs. Près de 250 médecins de diverses spécialités prendront part à cet événement, qui comporte des dizaines de conférences et ateliers, animés par des experts algériens et étrangers, a fait savoir la présidente de la Société algérienne de nutrition le Pr Malika Bouchenak Khelladi. Ce Congrès se veut un espace d'échanges et de discussions sur des thématiques d'actualité, a-t-elle souligné, ajoutant que plusieurs thèmes sur différents aspects de la nutrition seront abordés au cours de cet événement de trois jours. "Cette rencontre scientifique abordera un large éventail de thématiques en rapport avec la nutrition, allant de l'allaitement maternel, la nutrition et la grossesse, la nutrition infantile, jusqu'à la nutrition sportive, la nutrition et les compléments alimentaires, en passant par le rapport de la nutrition à certaines maladies, comme les facteurs de risque cardiométabolique (obésité, HTA, Diabète), la nutrition et les cancers, entre autres", a-t-elle précisé. Il s'agit également d'aborder des thématiques "très spécialisées", comme la nutrition et la dialyse intrapéritonéale, les composés bioactifs, les biotechnologies de la nutrition. "Ce 5e Congrès est également une occasion pour encourager les jeunes chercheurs à présenter leurs travaux de recherche dans les domaines de la nutrition", a ajouté Pr Bouchenak Khelladi, précisant que des travaux de recherche sur la valorisation des produits alimentaires sains (comme les dattes) et la fabrication de produits sans gluten seront présentés au cours de cet événement scientifique.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Les importations en hausse de 6,6%

Par S R

Le commerce extérieur de l'Algérie a été marqué, durant le premier semestre 2024, une hausse des importations de 6,6% atteignant 2996,8 milliards de DA, indique l'Office national des statistiques (ONS) dans son dernier Bulletin. En revanche, les exportations ont enregistré une baisse de 5,2% s'établissant à 3450,3 milliards de DA. Cette situation a effectivement conduit à une réduction du solde commercial de 45,1%, avec une baisse du taux de couverture des importations par les exportations, passant de 129,4% au premier semestre 2023 à 115,1% au premier semestre 2024. Les termes de l'échange connais-

sent une légère amélioration, passant de 96,5% au premier semestre 2023 à 97,5% durant la même période de l'année 2024. Ces résultats généraux seront accompagnés d'une description plus fine des évolutions enregistrées au cours du 1er semestre 2024 pour les importations et les exportations. S'agissant des indices de valeurs unitaires à l'importation au 1er semestre 2024, l'ONS note une baisse des prix à l'importation de marchandises de l'ordre de 6,9% au 1er semestre 2024 par rapport au 1er semestre 2023 a concerné la plupart des catégories de produits. Toutefois, la catégorie « machines et matériels de transport » a fait exception, affichant une légère hausse de 0,7%. Les baisses les plus importantes ont été

constatées pour la catégorie « Boissons et tabacs » (-55,9%), les huiles et graisses (-17,5%) et les articles manufacturés divers (-15,8%). Quant à l'évolution des valeurs totales des exportations, elles ont suivi cette tendance à la baisse (-5,2%). Cependant, les volumes des exportations ont légèrement augmenté de 0,8% par rapport au premier semestre 2023. Au premier semestre 2024, toutes les catégories de produits hors hydrocarbures ont connu des baisses de leurs prix à l'exportation, les plus fortes baisses ont été constatées pour les « articles manufacturés » et « articles manufacturés divers » (-16,6%), les « matières brutes non comestibles » et les « huiles et graisses » (-12,6%).

JOURNÉE NATIONALE DE L'ARBRE

Programme de plantation de 22.000 arbustes au niveau national

Le ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fazia Dahleb, a annoncé samedi à Alger, le lancement d'un programme national de plantation de plus de 22.000 arbustes de différentes variétés à l'occasion de la Journée nationale de l'arbre, célébrée le 25 octobre de chaque année. La ministre s'exprimait à la

presse en marge du lancement de la campagne nationale de reboisement pour la saison 2024-2025, dans la forêt de Bainem (Alger), en présence du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, du président de l'Observatoire national de la société civile (ONSC), Noureddine Benbrahim, du président du Conseil

supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, de la présidente de l'APW d'Alger, Nadjiba Djilali, ainsi que des services de la Direction générale des forêts (DGF), en plus de membres des Scouts musulmans algériens (SMA) et de plusieurs associations. Mme Dahleb a fait état d'un programme national de plantation de "plus de 22.000 ar-

bustes à l'échelle nationale, dont les espèces ont été définies par la DGF en fonction des spécificités de chaque wilaya, ajoutant que ces variétés, adaptées aux changements climatiques, contribuent également à la mise en valeur des terres, à la préservation du patrimoine forestier, et à la réduction de l'empreinte carbone".

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

Neuf morts et 381 blessés en 48 heures

Neuf (9) personnes sont décédées et 381 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus au cours des dernières 48 heures à travers le pays, indique samedi un communiqué de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'Oran avec un (1) mort et 2 blessés suite à une collision entre un véhicule léger et un camion survenue sur la RN 11, au niveau de la

commune de Marsa El Hadjadj, note la même source. Par ailleurs, une femme est morte intoxiquée par le monoxyde de carbone émanant d'un chauffe eau à l'intérieur de son domicile à Hussein Dey à Alger. Dans le même cadre, les secours de la Protection civile sont intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à 20 personnes intoxiquées par le monoxyde de carbone émanant d'appareils de chauffage

et chauffe-bains à l'intérieur de leurs habitations à Oum El-Bouaghi (4 personnes), Blida (2), Médéa (4), Mostaganem (3), Djelfa (3) et Tiaret (4). D'autre part, les éléments de la Protection civile ont effectué plusieurs opérations d'épuisement et de pompes des eaux pluviales suite aux violents orages qui ont touché les wilayas de Blida, Tissemsilt, Ain Defla, et Ain Temouchent, ajoute le communiqué

MSP

Séminaire national sur la gestion des assemblées locales

Le Mouvement de la société pour la paix (MSP) a organisé, samedi à Alger, un séminaire national des présidents des Assemblées populaires communales et de wilaya relevant de la formation politique, sous le thème "Les collectivités locales entre opportunités de développement et défis juridiques et financiers". Président l'ouverture de ce séminaire, le président du MSP, Abdelaali Hassani Cherif, a souligné la nécessité d'accompagner les élus du mouvement pour le

parachèvement du processus de développement dans les communes qu'ils administrent et la concrétisation de leurs promesses électorales au service des citoyens, et ce, dans le cadre de la consolidation de la vision de réforme des assemblées élues". Au titre de cette réforme, le MSP plaide pour "l'élargissement" des prérogatives des élus, tout en insistant sur la nécessité pour l'ensemble des acteurs de s'acquitter de leurs rôles respectifs dans la réalisation du développement local, qui exige

une réforme des finances locales, a expliqué M. Hassani Cherif. Il a, dans ce sens, appelé les élus de sa formation politique à participer au débat sur la révision des codes communal et de wilaya. Sur le plan international, le président du MSP a salué la position de l'Algérie en faveur de la cause palestinienne, qui, a-t-il dit, connaît de "graves développements" dans un silence international assourdissant.